



Investir dans les populations rurales

Royaume du Maroc

Programme de développement des filières agricoles dans les zones de montagne de la province de Taza (PDFAZMT)

Prêt FIDA N° 831-MA

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 21 au 29 mai 2014

Date du document: 4 juin 2014

No. du Projet: 1525

No. du rapport: 3450-MA

Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
Département de la gestion des programmes

Table des matières

Sigles et acronymes	4
A. Introduction	5
B. Evaluation d'ensemble de l'exécution du projet	6
C. Produits et réalisations	7
D. Avancement de l'exécution du Projet	13
E. Aspects fiduciaires	15
F. Durabilité	20
G. Impacts	21
H. Conclusion	21

Appendices

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes	23
Appendice 2 : Cadre logique axé sur les résultats	25
Appendice 3: Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus	27
Appendice 4 : Questions financières	29
Appendice 5: Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI	31
Appendice 6 : Respect des dispositions de l'accord de financement, état d'avancement	37
Appendice 7: Gestion des savoirs, apprentissage et innovation	38
Appendice 8: Degré de mise en œuvre des recommandations de la mission de supervision FIDA de décembre 2013	41
Appendice 9 : Termes de référence de l'Ingénieur en Agro-industrie et Marketing	43
Appendice 9: Liste des personnes rencontrées et programme de la mission	45
Programme des visites de terrain	47

Sigles et acronymes

ADA	Agence de développement agricole
AGR	Activités génératrices de revenus
AMC	Association de microcrédit
ANARBOM	Association nationale des arboriculteurs de montagne du Maroc
ANOC	Association nationale ovine et caprine
AT	Assistance technique
AUEA	Association d'usagers d'eau d'irrigation
AUEP	Association des usagers de l'eau potable
BE	Bureau d'études
CR	Comité régional
CT	Centres de travaux
DIAEA	Direction de l'irrigation et de l'aménagement de l'espace agricole
DP	Direction du Programme
DPA	Direction provinciale de l'agriculture
DPEFLCD	Direction provinciale des eaux et forêts et de la lutte contre la désertification
DRA	Direction régionale de l'agriculture
EGPP	Equipe de gestion du programme-pays
FDR	Fonds de développement rural
FIDA	Fonds international de développement agricole
GIE	Groupe d'intérêt économique
GR	Génie rural
MAPM	Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime
MCA	Millenium Challenge Account
ODCO	Office de développement de la coopération
ONCA	Office national du conseil agricole
ONSSA	Office national de la sécurité sanitaire des produits alimentaires
OPA	Organisations professionnelles agricoles
PDFAZMT	Programme de développement des filières agricoles des zones montagneuses de Taza
PDFAZMH	Programme de développement des filières agricoles des zones montagneuses d'Al Haouz
PPDF	Plan participatif de développement de filières
PMER	Petite et moyenne entreprise rurale
PMH	Petite et moyenne hydraulique
PMV	Plan Maroc Vert
PTBA	Programme de travail et budget annuel
SMOP	Service de mise en œuvre de projets
SVA	Service de vulgarisation et d'appui
S&E	Suivi-évaluation
SFDA	Société financière de développement agricole
SYGRI	Système de gestion des résultats et de l'impact
UGP	Unité de gestion du Programme

A. Introduction

1. Une mission¹ du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) a séjourné au Maroc du 21 au 29 mai 2014, dans le cadre de la supervision du Programme de développement des filières agricoles dans les zones de montagne de la province de Taza (PDFAZMT). Il s'agit de la deuxième mission de supervision, la première a eu lieu en décembre 2013. En outre, le programme a bénéficié durant 2012 et 2013, de 3 missions d'appui et de suivi du FIDA.
2. La durée du programme est de 7 ans. Le programme est effectif depuis septembre 2011 et, l'atelier de lancement a eu lieu le 9 avril 2013. Le premier décaissement sur le prêt FIDA a été effectué en mars 2014. L'achèvement des activités du programme est prévu pour le 30 septembre 2018 et, la date de clôture du prêt FIDA est fixée au 31 mars 2019.
3. Le coût total du programme est de 39,25 millions \$US (équivalent 332,4 millions de MAD), dont un prêt et un don du FIDA respectivement de 22,48 millions \$US et 0,5 million \$US. La contribution nationale est de 16,27 millions \$US dont 12,92 millions \$US au titre de la contrepartie du gouvernement et 3,35 millions \$US pour la contribution des bénéficiaires. L'appui aux filières agricoles représente 81% des coûts du Programme.
4. L'objectif global du programme est de contribuer dans le cadre du PMV-Pilier II, à l'allègement de la pauvreté rurale, par la diversification et la croissance, de manière durable, des revenus des femmes, des hommes et des jeunes ruraux pauvres, étroitement associé à une gestion durable des ressources naturelles, qui constituent la base de leur survie. Les objectifs spécifiques sont : i) de diversifier les activités agricoles par la reconversion de superficies en céréales vers des filières plus adaptées et plus rentables, parmi celles identifiées dans le cadre du Plan Agricole régional ; ii) d'intensifier et valoriser la production des filières ciblées, par la transformation, le conditionnement et l'accès à des marchés rémunérateurs et ; iii) de garantir la durabilité du développement agricole par des actions d'accompagnement transverses à caractère économique et social définies en fonction des besoins de la zone du programme.
5. Le programme est articulé autour de 3 composantes techniques et un dispositif de coordination, gestion et suivi-évaluation. Les composantes sont : i) Appui au développement de filières agricoles ; ii) Appui au développement du financement rural de proximité et promotion des AGR et de la PMER et ; iii) Renforcement des capacités et appui institutionnel.
6. Au cours de son séjour, la mission a passé en revue l'exécution technique et la gestion administrative, financière et comptable du programme. Elle a notamment fait le point sur : (i) l'exécution des activités pendant la période sous-revue et apprécier les progrès dans leur mise en œuvre ; (ii) le degré de mise en œuvre des recommandations de la mission de supervision de décembre 2013 ; (iii) l'état d'exécution des conventions de partenariat ; (iv) le système de suivi-évaluation en s'assurant que les indicateurs SYGRI sont collectés et analysés ; (v) les priorités du PTBA 2014 et le plan de passation des marchés et ; (vi) le degré d'exécution des clauses de l'Accord de Prêt.
7. La mission s'est rendue dans la zone du programme du 21 au 26 mai 2014, où elle a tenu une réunion le 21 mai 2014 avec les cadres de l'UGP et de la DPA de Taza sous la présidence du Directeur Régional de l'Agriculture (DRA). Elle a visité des réalisations sur le terrain les 22 et 23 mai 2014, et a rencontré des représentants des partenaires, des membres d'AUEA, des petits agriculteurs et éleveurs et, recueilli leurs avis et suggestions. Elle a également été reçue par Mr le Gouverneur de la Province de Taza le 23 mai 2014. (La liste des personnes rencontrées et le planning de sorties sur le terrain sont donnés en annexes).
8. Au terme de la mission, une réunion de synthèse a eu lieu au siège de la DPA de Taza le 26 mai 2014. Une réunion de restitution s'est tenue à Rabat le 27 mai 2014 au siège de l'Agence de Développement Agricole (ADA). La mission a attiré l'attention des responsables sur les

¹ La mission conduite par Mr Abdelhamid Abdouli, CPM/FIDA était composée de : Mr Ghachem Kadari, consultant en développement rural (chef de mission) ; Mr Mohamed Milourhmane, point focal FIDA au Maroc, Mme Maria Hartl, conseillère technique FIDA en genre et ciblage, Mme Wafaa el Houry, conseillère technique FIDA, en agronomie, Mr Mohamed Jemali, consultant en génie rural ; Mr Amar Kaanane, spécialiste filières, Mr Adel Besbes, consultant en gestion financière.

mesures à prendre pour un avancement optimal des activités du programme. Le présent aide-mémoire retrace les principales conclusions et recommandations de la mission.

9. La mission exprime ses remerciements, à Mr le Gouverneur de la Province de Taza, aux autorités locales sur le terrain, au Directeur Régional de l'Agriculture, au Directeur Provincial de l'Agriculture de Taza, à la Direction Générale de l'Agence de Développement Agricole (ADA), à la Direction de l'Irrigation et de l'Aménagement de l'Espace Agricole (DIAEA/MAPM), aux cadres de la DPA, de l'UGP, aux partenaires du programme et, aux populations, pour leur collaboration et leur soutien qui ont permis un bon déroulement des travaux.

B. Evaluation d'ensemble de l'exécution du projet

10. Le programme est au terme de sa 3^{ème} année d'exécution. La première année (2012), a été consacrée à la mise en place de l'UGP et au recrutement de l'assistance technique dont l'installation n'est intervenue que 15 mois après la date d'entrée effective du programme. Une opération qui a pris du temps compte tenu des procédures de consultation, de sélection et de recrutement du personnel. De plus, la mise en place des plans participatifs de développement des filières (PPDF) est un concept nouveau pour les populations de la zone d'intervention, qui requiert également du temps, en raison des difficultés inhérentes au monde rural (contraintes sociales, faible structuration des producteurs, analphabétisme, etc.). A cela, s'ajoute, le gel des paiements décidé par le gouvernement en novembre 2013 et dont la levée n'est intervenue qu'en mars 2014. Malgré ces contraintes, l'engagement de l'UGP a été fort et des résultats tangibles ont été enregistrés sur le terrain.
11. **Au niveau des réalisations physiques**, et à date de la mission, le processus d'élaboration des PPDF (4) a atteint un taux d'exécution de 90% pour les filières végétales (olive et amande) et, de 70% pour les filières animales (viande rouge ovine/caprine et miel). Le programme a également réalisé l'extension de 1877 ha de plantations nouvelles d'oliviers (sur 2080 ha, soit 90%), de 405 ha de structures antiérosives (20% du prévu) et, la réhabilitation de 200 ha d'oliviers (sur 800 ha, soit 25%). Pour l'amandier, le marché pour les plantations nouvelles de 500 ha (42% du prévu), est lancé et la réception est attendue pour fin 2014. Pour la filière viande rouge (ovine/caprine), les activités sont liées à la mise en place des groupements d'éleveurs dont le processus de création n'a pas démarré, la convention avec l'ANOC n'étant pas signée. Pour la filière apicole, il y a un engouement total de la population pour cette activité et la demande est forte. Le programme a distribué 1600 ruches pleines (1200 étaient prévues initialement) au profit de 50 coopératives d'apiculteurs-(trices) dont 13 se sont regroupées en un Groupement d'Intérêt Economique (GIE) pour valoriser leur production, renforcer leur capacité de négociation et leur accès aux marchés. Deux (2) autres GIE sont en cours de création. Le degré d'exécution des activités au niveau des filières agricoles est **satisfaisant** pour les filières végétales (olive et amande) et pour la filière apicole mais **moyennement satisfaisant** pour la filière viande rouge (ovin/caprin).
12. Pour le volet infrastructures (PMH, pistes), les études sont lancées et le démarrage des travaux est prévu pour le 1^{er} semestre 2015, une fois les études terminées et les marchés approuvés. Le degré d'exécution de ce volet est « **moyennement satisfaisant** ». Pour le volet CES, le programme a appuyé la mise en place de structures antiérosives au niveau des plantations d'oliviers mais les actions qui doivent être menées avec la DREFLCD (gestion des ressources fourragères en forêt, exploitation des ressources mellifères, ouvrages antiérosives et protection des infrastructures), sont liées à la signature de la convention entre cette dernière et l'UGP. Le niveau d'exécution de ce volet est **moyennement satisfaisant**.
13. Pour la composante « Appui au développement du financement rural de proximité et promotion des AGR et de la PMER », le travail de sensibilisation et de concertation a été engagé avec les acteurs du financement rural (SFDA² et AMC³) et deux études vont être lancées en juillet 2014, l'une sur le diagnostic des potentialités des AGR et PMER dans la zone du programme et l'autre, sur les besoins en financement rural de proximité et adaptation des produits financiers aux populations cibles. Les résultats de ces études sont attendus pour décembre 2014. Si les résultats sont concluants, les formations d'accompagnement des PMER et AGR identifiées et

² Société de financement pour le développement agricole

³ Association de micro-crédit

faisables techniquement et économiquement seront lancées au début de 2015. Le niveau d'exécution de cette composante est **modérément insatisfaisant**.

14. Pour le « renforcement des capacités et l'appui institutionnel », trois marchés ont été signés en août 2013 avec 3 opérateurs privés pour accompagner les OPA, les agriculteurs/trices, les éleveurs, les AUEA et les femmes dans l'organisation et la gestion des coopératives, les itinéraires techniques et la promotion de la valorisation/commercialisation des produits des filières agricoles. Ces contrats ont connu des retards dans leur mise en œuvre en raison du gel des paiements décidé par le gouvernement de novembre 2013 à mars 2014. Pour le programme d'alphabétisation fonctionnelle, le projet de cahier des charges pour la sélection des ONG spécialisées dans le domaine est en cours de transmission au FIDA pour avis de non objection. En attendant le lancement des formations, les techniciens de l'UGP se sont investis dans la sensibilisation, l'information et l'accompagnement des petits producteurs dans la constitution et la création de leurs coopératives et des AUEA. Le niveau d'exécution de cette composante est **moyennement satisfaisant**.
15. Au niveau du ciblage et genre, la mobilisation sociale est avancée par rapport aux périmètres de réhabilitation et d'extension. L'UGP a réussi à sensibiliser les communautés à l'approche du programme et le niveau d'exécution du ciblage est **satisfaisant**. Les efforts ont été doublés pour intégrer les femmes dans les filières retenues notamment dans les actions déjà lancées. La mission a noté un intérêt croissant des femmes et l'état d'avancement de l'exécution au niveau de l'aspect genre et intégration des femmes est **satisfaisant**.
16. **Pour la coordination et la gestion** du programme, l'assistance technique nationale en place est de qualité. Elle constitue 65% du personnel de l'UGP. Les comités de pilotage régionaux et provinciaux n'ont pas encore tenu de réunions. La gestion financière est **satisfaisante**. Les rapports d'activités semestriels doivent être transmis au FIDA selon les standards requis. Le suivi-évaluation a répondu à toutes les attentes en matière de logiciel, traitement et consolidation des données, y compris les indicateurs SYGRI de 1^{er} niveau. Les fiches d'enquêtes pour les indicateurs SYGRI de 2nd niveau sont finalisées. L'exécution au niveau coordination est **satisfaisante**.
17. Au 15 mai 2014, **le taux des décaissements** est de 1,4% par rapport au coût global du programme. Le taux sur le prêt FIDA est de 0,9%, de 0% sur le don et de 2,6% au titre de la contrepartie du gouvernement. La contribution des bénéficiaires n'est pas encore comptabilisée mais un travail est en cours par le suivi-évaluation pour l'intégrer dans la base de données. Sur le don FIDA, un montant de 100'000 \$USD (soit 20% du montant du don) concernant l'assistance technique (spécialiste finance rurale et directeur adjoint de l'UGP) a été déposée à la direction du budget pour sa transmission au FIDA. Le niveau d'exécution des décaissements est **insatisfaisant**.

C. Produits et réalisations

18. A fin avril 2014, les résultats obtenus par composante, des principaux produits ou réalisations du programme sont résumés ci-après (les détails seront donnés dans le rapport final à l'appendice « Avancement matériel »).

Composante I : < Appui au développement des filières agricoles >

19. La composante I comprend 4 s/composantes : i) Filière olive ; ii) Filière amande ; iii) Filière viande rouge (ovine/caprine) et iv) Filière miel. Les résultats obtenus par S/composantes, sont comme suit :

Sous-composante 1 : < Filière olive >

20. **A l'amont**, les prévisions au titre du PTBA 2014 concernent : i) l'élaboration de la phase 1 (note méthodologique) et de la phase 2 (élaboration du PPDF) du plan participatif de la filière olivier ; ii) l'extension des plantations d'oliviers en bour pour 2050 ha ; iii) la réhabilitation de 200 ha d'oliviers ; iv) l'appui à la mise en place des groupements des producteurs oléicoles par l'établissement d'une convention avec l'ANARBOM⁴ pour assurer la sensibilisation et la

⁴ Association nationale des arboriculteurs de montagne

mobilisation des agriculteurs; v) l'appui à la mise en place des coopératives oléicoles par la sensibilisation, la mobilisation des agriculteurs et facilitation de la préparation des dossiers administratifs en relation avec la constitution des coopératives ; vi) l'organisation de 6 voyages aux périmètres d'oliveraies déjà réhabilités et 2 visites aux exploitations agricoles techniquement avancées ou unités de transformation des olives. Par rapport à ces prévisions, les réalisations cumulées sont comme suit :

- Participation des bénéficiaires à l'élaboration des deux phases du PPDF de la filière olive (méthodologie et PPDF) (80% de réalisation). L'approche utilisée pour l'élaboration de ce plan a été réalisée selon la démarche suivante : sensibilisation des populations (1152 hommes et 23 femmes, identification des GIE, sensibilisation et identification des producteurs (114 hommes, 263 jeunes et 132 femmes) et, caractérisation socio-économique actuelle de la filière oléicole et analyse de la chaîne de valeur de la filière. Les résultats⁵ de cette étude ont permis l'élaboration des axes d'intervention stratégique pour le développement et la valorisation de la filière en question. La phase 3 concernant la validation et la contractualisation du PPDF est en cours. *La mission recommande à l'UGP de finaliser le PPDF et d'organiser un atelier de validation avec les bénéficiaires et l'ensemble des parties prenantes au plus tard fin août 2014.*
 - Plantation de 1877 ha (91%) au profit de coopératives comprenant 1306 hommes et 133 femmes.
 - Réhabilitation de 200 ha (100%) au profit de coopératives comprenant 184 hommes et 15 femmes.
 - L'ANARBOM n'a pas de bureau de représentation à Taza aussi, il a été décidé de réaliser les visites aux bénéficiaires à la représentation de l'ANARBOM d'El Haouz.
 - Mise en place de 7 coopératives et une association oléicoles (100%). Le nombre d'adhérents est de 303 hommes dont 30 femmes.
 - L'organisation des voyages (6) aux périmètres d'oliveraies déjà réhabilités et les visites (2) prévues aux exploitations agricoles techniquement avancées ou unités de transformation des olives n'a pas été réalisée. La réalisation de ces activités dépend de la validation du PPDF olive. Etant donné que les coopératives oléicoles sont en place, *la mission recommande à l'UGP de programmer ces voyages et visites avant la fin décembre 2014.*
21. En ce qui concerne le **volet amont de la filière olive**, le niveau d'exécution du programme est **satisfaisant**.
22. **A l'aval de la filière olive**, les activités prévues en 2014 concernent : i) la mise en place d'une unité de conserve traditionnelle d'olives de table pour le compte d'une coopérative de femmes ; ii) l'organisation de sessions de formation au profit des bénéficiaires dans les domaines de l'oléotechnique, la traçabilité et la qualité, l'hygiène, la santé et la salubrité des aliments, le marketing, le captage de la valeur ajoutée et l'accès aux marchés ; iii) l'organisation d'une journée « large public » sur les bienfaits de l'huile d'olive. Aucune action prévue par le PTBA 2014 n'a été réalisée. Cependant, une étude relative au diagnostic de faisabilité sociale et technique d'installation d'une unité de conserve d'olive a été réalisée en 2014. Les résultats ne permettent pas encore de conclure sur la faisabilité du fait que l'étude n'a pas été réalisée, entre autres les analyses de la chaîne de valeurs et des marchés relatives à la conserve traditionnelle d'olive de table.
23. Dans le document de conception du programme, il est prévu en année 4 de mettre sur place les unités de valorisation suivantes : 1 unité de mise en bouteille de l'huile d'olive, 1 unité de stockage de l'huile d'olive, 1 unité d'olives de table et 3 unités de conserve traditionnelle d'olives de table pour les femmes. *La mission recommande à l'UGP de procéder à la réalisation des études de faisabilité technico-économiques de ces unités soit par les BE chargés des PPDF, soit sur le budget 2014 ou, à défaut les inscrire dans le budget 2015 et procéder à leur réalisation au cours du 2^{ème} trimestre 2015.*
24. Le niveau d'exécution des activités en **aval de la filière olive** est **moyennement satisfaisant**.

⁵ Pour plus de détail voir rapport DOC N°9453-N528-13b, annexe 1 : fiches actions

25. Les mesures convenues pour le développement de la filière olive sont données dans le tableau ci-après.

mesures convenues	Echéance	Responsables
Composante I « filière olive »		
1. finaliser et valider le PPDF olive	fin juillet 2014	UGP-SMOP
2. Organiser 6 voyages et 2 visites au profit des adhérents des coopératives oléicoles	Décembre 2014	UGP-SMOP
3. Réaliser les 6 études de faisabilité des unités de valorisation	2 ^{er} trimestre 2015	UGP- SMOP

Sous-composante 2 : <Filière amande >

26. **En amont**, les prévisions au titre du PTBA 2014 concernent : i) l'élaboration de la phase 1 (note méthodologique) et de la phase 2 (élaboration du PPDF) du plan participatif de la filière amandier ; ii) la plantation de 550 ha d'amandier ; iii) la réhabilitation de 600 ha d'amandier. Par rapport aux objectifs fixés, les réalisations cumulées sont comme suit :

- Participation des bénéficiaires à l'élaboration des deux phases du plan participatif de la filière olivier (méthodologie et PPDF) (80% de réalisation). L'approche utilisée pour l'élaboration de ce plan a été réalisée selon la démarche suivante : réalisation d'un diagnostic, présentation de la filière, analyse de la chaîne de valeur amandier et analyse du marché amande. La sensibilisation des populations a touché 1152 hommes et 23 femmes, et a permis l'identification des GIE alors que la sensibilisation et l'identification des coopératives ont touché 114 hommes, 263 jeunes et 132 femmes. Les résultats de cette étude ont permis l'élaboration de deux axes d'intervention stratégique : stratégie 1 (amélioration et promotion de la production de la filière amande) et stratégie 2 (amélioration de la valorisation et de la commercialisation des amandes)⁶. La phase 3 concernant la validation et contractualisation du PPDF est en cours. *La mission recommande à l'UGP de finaliser le PPDF et, d'organiser un atelier de validation avec les bénéficiaires et l'ensemble des parties prenantes au plus tard fin août 2014.*
- La plantation de 550 ha d'amandier est engagée et sera finalisée au cours de l'année 2014.
- La réhabilitation de 600 ha d'amandier prévue par le PTBA 2014 n'a pas été réalisée. L'équipe technique du projet, n'a identifié que 57 ha potentiels à une éventuelle réhabilitation. Les périmètres sont très dispersés et une telle intervention serait économiquement non rentable. Le PPDF a identifié 1'309 ha potentiels pour l'extension de l'amandier et, lors de la visite effectuée par la mission à Ain Lahjel, les membres de la coopérative el Ouahda (60 adhérents) ont exprimé leur souhait de bénéficier de la plantation de 400 ha en amandier. *Aussi, la mission recommande à l'UGP d'examiner cette demande et de procéder à une étude en ce sens avant de décider de convertir les superficies d'amandier en olivier comme recommandé par la mission de supervision de 2013.*

27. En ce qui concerne le volet **amont de la filière amande**, le niveau d'exécution est **moyennement satisfaisant**.
28. **En aval**, il est prévu de mettre en place 4 unités de concassage d'amandes pour femmes au rythme d'une unité/an à partir de 2014. *La mission recommande à l'UGP de procéder à la réalisation des études de faisabilité technico-économiques de ces unités pour démontrer leur viabilité économique avant leur mise en place au 2^{ème} semestre 2015.*
29. Les mesures convenues pour le développement de la filière amande sont données dans le tableau ci-après.

mesures convenues	Echéance	Responsables
Composante I « filière amande »		
1. Finaliser et valider le PPDF amande	fin juillet 2014	UGP-SMOP
2. Réaliser l'étude pour l'extension d'amandier sur 1309 ha et 400 ha	Décembre 2014	UGP-SMOP
3. Réaliser les études de faisabilité pour les unités de concassage	2 ^{ème} semestre 2015	UGP-SMOP

⁶ Pour plus de détail voir rapport élaboration de 2 plans participatif, cas de la filière amandier, annexes

Sous-composante 3 : <Filière viande rouge ovine et caprine >

30. **En amont**, les prévisions au titre du PTBA 2014 concernent : i) l'élaboration de la phase 1 (note méthodologique) et de la phase 2 (élaboration du PPDF) du plan participatif de la filière ; ii) l'acquisition de documents techniques intéressant la filière (production, commercialisation, valorisation) ; iii) l'organisation d'une session de formation au profit des d'ingénieurs et techniciens sur les thématiques intéressant la filière, à savoir : production, hygiène, santé, commercialisation et valorisation ; iv) la plantation de 400 ha d'arbustes fourragers. Par rapport aux objectifs fixés, les réalisations cumulées sont comme suit :
- Participation des bénéficiaires à l'élaboration des deux phases du plan participatif de la filière (méthodologie et PPDF) (80% de réalisation). L'approche utilisée pour l'élaboration de ce plan a pris en considération la participation des différents groupes cibles (633 participants dont 160 jeunes hommes et 171 femmes et 302 hommes). Pour améliorer les performances de production et augmenter la productivité des troupeaux ovins et caprins dans la zone du programme, une série d'actions ont été identifiées⁷. La phase 3 concernant la validation et la contractualisation du PPDF est en cours. *La mission recommande à l'UGP de finaliser le PPDF et d'organiser un atelier de validation avec les bénéficiaires et l'ensemble des parties prenantes au plus tard fin août 2014.*
 - La formation des ingénieurs et techniciens n'a pas été réalisée car liée à la validation du PPDF de la filière. Elle est prévue en décembre 2014 et la constitution des groupements d'éleveurs (4) ovins/caprins est subordonnée à la signature de la convention avec l'ANOC.
 - La plantation de 400 ha d'arbustes fourragers est différée au 1^{er} trimestre 2015.
31. La mission recommande à l'UGP de rendre disponible les documents techniques (production, hygiène, santé, valorisation et commercialisation) avant la réalisation des formations prévues pour la filière viande rouge.
32. En ce qui concerne le volet **amont de la filière viande rouge**, le niveau d'exécution est **moyennement satisfaisant**.
33. **En aval**, Aucune action n'a été prévue au titre du PTBA 2014 car non prévu dans le costab pour cette année.
34. Les mesures convenues pour l'appui au développement de la filière viande rouge sont données dans le tableau ci-après.

mesures convenues	Echéance	Responsables
Composante I « filière viande rouge ».		
1. finaliser et valider le PPDF viande rouge	fin juillet 2014	UGP-SMOP
2. Acquérir les documents techniques filière viande rouge	Décembre 2014	UGP-SMOP
3. Planter 400 ha arbustes fourragers	1 ^{er} trimestre 2015	UGP- SMOP
4. Signer la convention avec l'ANOC	Fin juillet 2014	UGP- SMOP
5. Construire 2 abris anti -neige	Décembre 2014	UGP-SMOP
6. Réaliser 2 centres d'approvisionnement aliment bétail	2015	UGP-SMOP
7. Réaliser l'étude de faisabilité du centre d'engraissement	1er trimestre 2015	SMOP- UGP

Sous-composante 4 : <Filière miel>

35. **En amont**, les prévisions au titre du PTBA 2014 concernent : i) l'élaboration de la phase 1 (note méthodologique) et de la phase 2 (élaboration du PPDF) du plan participatif de la filière miel ; ii) la livraison de 1600 ruches pleines ; iii) le renforcement des coopératives apicoles par la réalisation 22 sessions de formation des membres des coopératives (organisation des coopératives (5), techniques de production (5), santé (5), confection des ruches (2), valorisation et commercialisation (5) ; iv) le traitement contre la varoie et la teigne ; iv) la création de 25 nouvelles coopératives apicoles et l'acquisition de 50 ruches pour chaque coopérative. Par rapport aux objectifs fixés, les réalisations cumulées sont comme suit :
- Participation des bénéficiaires à l'élaboration (à 80%) des deux phases du plan participatif de la filière miel (méthodologie et PPDF). L'approche utilisée a pris en considération la

⁷ Les détails sont donnés dans le PPDF rapport phase II, annexe 1 : fiches d'action et groupes d'intérêt.

participation des différents groupes cibles (57 coopératives : 1511 participants dont 324 femmes). Il ressort de cette étude que pour assurer le développement de la filière miel, une série d'actions a été identifiée⁸. La phase 3 concernant la validation et la contractualisation du PPDF est en cours. *La mission recommande à l'UGP de finaliser le PPDF et d'organiser un atelier de validation avec les bénéficiaires et l'ensemble des parties prenantes au plus tard fin août 2014.*

- Acquisition de 1600 ruches pleines au profit de 50 OPA constituées de 770 bénéficiaires dont 239 femmes.
 - Les formations des ingénieurs et techniciens (22 sessions) et les actions de traitement contre la varroa et la teigne n'ont pas été réalisées et auraient dû l'être avant la distribution des ruches. *La mission recommande à l'UGP de programmer ces formations avant fin décembre 2014.*
 - La création des 25 nouvelles coopératives apicoles reste subordonnée à la réalisation de l'étude de diagnostic des potentialités en matière de création d'AGR et de PMER.
36. Sur les 3 GIE apicoles destinés à renforcer le pouvoir de négociation et l'accès aux marchés des coopératives apicoles, un a été constitué et les 2 autres sont en cours.
37. En ce qui concerne le volet **amont de la filière apicole**, le niveau d'exécution est **satisfaisant**.
38. **En aval**, les prévisions concernent : i) la caractérisation des miels de la zone et l'établissement du cahier des charges en vue de leur labellisation ; iii) l'accompagnement des apiculteurs dans la commercialisation du miel ; iv) la formation des ingénieurs et techniciens sur les thématiques relatives à la filière miel. Par rapport aux objectifs fixés, à date de la mission les actions prévues dans le PTBA 2014 n'ont pas encore démarré. La mission recommande leur mise en œuvre avant la fin décembre 2014. En ce qui concerne le **volet aval de la filière miel**, le niveau d'exécution est **moyennement satisfaisant**.
39. Lors des visites de la mission sur le terrain, les membres des coopératives apicoles ont exprimé le besoin d'être renforcés dans le domaine de la commercialisation et du marketing. *La mission recommande le recrutement d'un spécialiste en commercialisation et marketing et d'engager cet accompagnement en 2015.*
40. Les mesures convenues pour l'appui au développement de la filière miel sont données dans le tableau ci-après.

mesures convenues	Echéance	Responsables
Composante I « filière miel ».		
1. Valider le PPDF miel	Fin juillet 2014	UGP-SMOP
2. Programmer les formations relatives au miel	Décembre 2014	UGP-SMOP
3. Engager les actions de traitement contre la varroa et teigne	4ème trimestre 2014	UGP-SMOP
4. Acheter l'étude diagnostic sur les potentialités de création AGR-PMER	Décembre 2014	UGP-SMOP
5. Aménager les locaux des coopératives et GIE	Décembre 2014	UGP-SMOP
6. Recruter le spécialiste en commercialisation marketing	4ème trimestre 2014	UGP-SMOP

Infrastructures et aménagements hydro-agricoles en appui aux filières agricoles

41. Le retard enregistré dans la formulation des PPDF a engendré un décalage dans le calendrier d'élaboration des études techniques des infrastructures et des aménagements hydro-agricoles en appui au développement des filières agricoles.
42. Les aménagements hydrauliques pour l'irrigation des périmètres dans les 3 filières (revêtement de 82 km de seguias, construction de 13 ouvrages de dérivation, 19 bassins de stockage et 1400 unités d'ouvrages de protection des berges), sont en phase d'études topographiques par les bureaux d'études⁹ déjà recrutés par le programme. La réception de ces dernières est prévue pour septembre 2014. Le lancement des appels d'offres des travaux d'aménagement est prévu pour octobre 2014 et le démarrage des travaux de réalisation en 2015.

⁸ Pour plus de détail voir rapport phase II, annexe 2 : fiches d'action, groupes d'intérêt apicoles et labellisation miel de ZANTAZ

⁹ ADI, EWI MAROC et SEATCO

43. Pour l'Addiction en eau potable (AEP), le programme prévoit, le captage de 9 sources d'eau, l'installation de 26 bornes fontaines, la réalisation de 16 réservoirs semi-enterrés 70,3 km de canalisation (source UGP). Les points d'eau identifiés sont en cours de validation par les populations, certains présentent des conflits entre les ayants droits. Pour les aménagements de l'AEP, trois (3) études sont en cours de finalisation par l'ONEE. Le lancement de l'AO des travaux est prévu pour octobre 2014 après signature de la convention entre l'UGP et l'ONEE.
44. Pour les pistes de désenclavement, il est prévu la réalisation des 67 km de pistes par la DPA. Le DAO relatif à la construction de 13,4 km de pistes est au niveau de la Trésorerie Provinciale pour validation avant son lancement. Une convention est en cours d'élaboration avec la Direction provinciale de l'équipement du transport et de la logistique. Les communes seront impliquées pour le suivi et l'entretien des pistes.
45. Pour la gestion durable et l'économie de l'eau, il est prévu la formation de 36 AUEA existantes. Le marché pour la formation de 9 AUEA est engagé et, le démarrage de leur formation est prévu en juin 2014. Le DAO pour la formation de 27 autres AUEA a été élaboré.
46. Pour les bassins et abreuvoirs, l'UGP a élaboré une étude sur la réhabilitation et l'aménagement des points d'eau. Suite à ces études, l'UGP a établi un dossier d'exécution qui a permis par l'intermédiaire d'entreprises privées, l'aménagement de 3 points d'eau pour l'abreuvement du cheptel (sur 18 prévus, soit 16%), dont 2 ont été réhabilités et 1 nouvellement créé. Les travaux de 3 autres points d'eau vont démarrer en septembre 2014.
47. Au cours des visites de terrain, la mission a constaté des anomalies au niveau de la conception des points d'eau et la protection des ouvrages contre les eaux de crues. Aussi, *la mission recommande d'améliorer les travaux réalisés au niveau de ces points d'eau par : i) la construction d'un regard pour le captage des eaux, ii) la réalisation de cloisons de séparation dans les abreuvoirs (tous les 5 m) ; iii) la protection des ouvrages contre les eaux de crue et ; iv) prévoir un déversoir et une plateforme étanche autour du bassin et de l'abreuvoir pour éviter la stagnation des eaux.*
48. Le degré d'exécution des actions au niveau du volet infrastructures et aménagements est **moyennement satisfaisant**.

Conservation des Eaux et des Sols (CES)

49. Les actions de CES liées aux plantations des périmètres d'extension de l'olivier sont été à 100% complétées avec les plantations des arbres. Des actions antiérosives ont été menées par le programme au niveau des plantations nouvelles d'oliviers. Pour la protection des terres, les actions de CES prévues en partenariat avec la DREFLCD n'ont pas pu être entamées en raison du retard dans l'établissement de la convention entre cette dernière et l'UGP. *La mission recommande de tenir une réunion avec le DPEFLCD et le DRA au niveau régional pour accélérer la signature de la convention.*
50. Selon les recommandations de la mission de supervision de 2013, pour convaincre les agriculteurs de l'utilisation de la CES, le projet a modifié les conditions requises pour les travaux CES dont la pente est de 15-30% au lieu de 0-30%. Cela reste toutefois insuffisant pour convaincre les agriculteurs de l'utilisation des actions de CES pour des raisons techniques et socio-économiques (perte de surface utilisée pour la culture intercalaire, facilité de labourer la terre, travail et coût supplémentaires pour maintenir la structure CES, etc.). Aussi, *la mission recommande :*
 - a) *De planifier un atelier technique sur les CES avec la participation d'experts au Maroc, dans la région, et au niveau international (ICARDA, FAO, etc.) pour discuter des options de CES, en prenant en considération la socio-économie et les conditions agro-écologiques ainsi que les incitations et les motivations des agriculteurs et des fournisseurs de services locaux (conducteurs de tracteur, ouvriers, etc.).*
 - b) *D'engager avec les agriculteurs quelques essais simples sur le terrain ce qui les rend de voir l'effet de la CES sur la rétention de l'eau et l'érosion du sol planifié et exécuté pendant la saison des pluies.*
51. Le degré de mise en œuvre du volet CES est **moyennement satisfaisant**

52. Les mesures convenues pour améliorer les actions au niveau volet infrastructures, aménagements hydro-agricoles et CES sont données dans le tableau ci-après.

Mesures convenues	Echéance	Responsables
Infrastructures et aménagements hydro-agricoles		
1. Tenir une réunion avec le DPEFLCD et le DRA au niveau régional <i>pour accélérer la signature de la convention</i>	juin 2014	DRA/DPA/UGP/DPE FLCD
2. Prévoir la construction d'un ouvrage de captage au niveau des sources d'eau, des déversoirs et des cloisons de séparation à l'intérieur des abreuvoirs et la protection de tous les ouvrages d'abreuvement contre les eaux de crue	fin 2014	UGP/entreprises
3. Prévoir une plateforme étanche autour des ouvrages d'abreuvement pour éviter la stagnation des eaux	Fin 2014	UGP/entreprises
CES		
4. Planifier un atelier technique sur les CES discutant les options de CES adapter au projet, en considérant les conditions techniques et socio-économiques des agriculteurs et des fournisseurs de services locaux	1 ^{er} trimestre 2015	UGP/ SMOP/ DPEFLCD
5. Engager avec les agriculteurs des essais simples et claires sur le terrain qui leurs permettent de voir l'effet de la CES sur la rétention de l'eau et l'érosion du sol	Fin 2014	UGP/TA

Composante II : « Appui au développement du financement rural de proximité et promotion des AGR et de la PMER »

53. A travers cette composante, le programme vise à rendre le crédit accessible pour la population cible, dans des conditions appropriées à leurs besoins et contraintes et, de façon durable afin de renforcer l'appui à la création d'un tissu viable et pérenne d'AGR et de PMER orientées principalement vers les petits agriculteurs, les femmes et les jeunes.
54. Pour atteindre ces objectifs, le programme œuvre à faciliter la diffusion du crédit par le biais de la SFDA et par la diffusion du microcrédit par le biais des AMC, en appuyant leur implantation dans la zone et, en mettant en œuvre des programmes de formation des agents de crédit et d'accompagnement des clients. Par ailleurs, le programme financera, à titre pilote, la création d'une quarantaine d'AGR et de PMER démonstratives dans le cadre du développement des filières ainsi que des activités de formation, d'appui-conseil à la gestion des entreprises et de voyages d'études et d'échanges au profit des promoteurs de petits projets.
55. La mobilisation tardive du spécialiste AGR/PMER n'a pas permis d'engager à temps les concertations et les investigations nécessaires avec la SFDA, les associations de microcrédit et les futurs bénéficiaires.
56. Pour la sous-composante "**Financement rural de proximité**" notamment, seules quelques discussions préliminaires ont été initiées avec le responsable local de la SFDA. Les études concernant les besoins en financement et l'adaptation des produits de microcrédit sont prévues pour juin 2014. Le dossier d'appel d'offres de l'étude a été établi. Par ailleurs des discussions ont eu lieu avec la SFDA pour la signature d'une convention de partenariat pour la mise en œuvre de la sous-composante.
57. *Aussi, la mission recommande : i) de lancer rapidement les deux études fusionnées en une seule, ii) d'y associer la SFDA, iii) d'élaborer d'ici fin juin un projet de convention à soumettre aux structures centrales de la SFDA, iv) d'élaborer une convention avec les associations de microcrédit pour la mise en œuvre des activités liées à la diffusion du microcrédit avant juillet 2014.*
58. Quant à la sous-composante "**Appui aux AGR et PMER**", les fiches de projets d'AGR et de PMER ne sont pas encore établies dans le cadre des plans de développement des filières. L'UGP a anticipé l'identification des premières AGR et PMER et le sociologue et les animatrices ont commencé des séances de sensibilisation des populations concernées. L'étude qui était prévue en 2013 pour le diagnostic/potentialités en matière de création d'AGR et de PMER ainsi que les formations des animateurs en matière d'accompagnement pour la création d'AGR et de PMER seront lancées en juillet-août 2014.
59. *La mission recommande : i) de lancer les études et de réaliser les formations prévues, ii) de mobiliser un technicien en gestion des petites entreprises pour aider le spécialiste en matière*

de prospection, iii) de se rapprocher de la division des affaires sociales de la province de Taza et de l'agence de développement social pour étudier la possibilité de cofinancement de projets.

60. Les mesures convenues pour améliorer les actions au niveau de la composante « Appui au développement du financement rural de proximité et promotion des AGR et de la PMER » sont récapitulées dans le tableau ci-après.

Mesures convenues	Echéance	Responsables
1. Lancer les études prévues dans le cadre des deux sous-composantes	Juillet-Août 2014	UGP
2. Elaborer un projet de convention à soumettre aux structures centrales de la SFDA	Fin juin 2014	UGP
3. Elaborer une convention avec les associations de microcrédit	Juillet 2014	UGP
4. Mobiliser un technicien en gestion des petites entreprises	Juillet 2014	UGP
5. Réaliser les formations prévues pour la composante	Nov.-Déc. 2014	UGP
6. Mobiliser un technicien en gestion des petites entreprises	Juillet 2014	UGP
7. Etudier la possibilité de cofinancement de projets avec la division des affaires sociales et l'agence de développement social de la province de Taza	Juillet 2014	UGP

Composante III : < Renforcement des capacités et appui institutionnel. >

61. Les résultats enregistrés au titre de cette composante sont comme suit :
62. **Formation et sensibilisation.** Dans le document de conception, il est prévu 22 modules de formation en gestion des coopératives, formation en oléotechnique, profils variétaux, marketing, hygiène et santé des aliments, labellisation, qualité, irrigation, apiculture (production, confection de ruches et commercialisation), gestion des AUEA. La réalisation du programme de formation a connu des retards liés à l'engagement des crédits et de ce fait, le marché de formation qui avait été adjugé en 2013, n'a pas été engagé. De même, les formations du personnel en matière de ciblage, genre et suivi-évaluation n'ont pas été faites. *La mission recommande de les engager au plus tard avant fin septembre 2014.* En matière de sensibilisation, environ 450 séances ont été organisées au profit des bénéficiaires. Un effort important a été déployé par l'équipe du programme. Toutefois, comme suggéré par la mission de supervision de décembre 2013, il est important d'orienter les formations vers les aspects pratiques. *La mission réitère cette recommandation et suggère de gratifier les participants assidus aux formations par la délivrance d'attestations afin d'encourager les bénéficiaires à la poursuite de plusieurs modules et stimuler leur motivation, en s'assurant que les formations répondent aux besoins des agriculteurs/trices.*
63. La mission a noté qu'il y a un manque de formation et d'information en direction des jeunes, notamment pour la création « **d'équipes-métiers (EM)** » pour fournir des prestations de services aux agriculteurs. Aussi, *la mission recommande de développer un partenariat avec les établissements de formation agricole et de proposer des formations et de l'apprentissage pour les EM (placement chez des entrepreneurs, agriculteurs, notamment ceux qui sont dans la zone du programme).*
64. **Alphabétisation.** Le programme a prévu d'établir une convention avec des ONG locales pour réaliser l'alphabétisation fonctionnelle de 3'000 bénéficiaires dont 2'000 femmes. Sur la base de l'expérience réussie du PAF¹⁰MCA dans ce domaine, le processus d'appel à manifestation d'intérêt pour l'engagement de conventions de partenariat avec des ONG est en cours. Les contacts ont été menés (notamment avec la direction de l'enseignement, de la formation et de la recherche), et l'impression des manuels¹¹ a été faite. Les conventions avec les ONG seront conclues avant fin juillet 2014. Elles devront tenir compte du timing des activités agricoles et de l'occupation des participants. *La mission recommande également de stimuler la participation des femmes aux cours d'alphabétisation en les motivant par une intégration dans des initiatives existantes ou les organiser en groupements pour la création d'activités génératrices de revenus.*
65. Le démarrage des cours d'alphabétisation fonctionnelle est prévu pour septembre 2014 pour une première tranche de 1'440 bénéficiaires (dont 960 femmes) en correspondance avec les prévisions et le calendrier d'alphabétisation.

¹⁰ Programme d'alphabétisation fonctionnelle

¹¹ Il s'agit du manuel d'alphabétisation fonctionnelle élaborée par l'UNESCO dans le cadre du Programme MCA.

66. **Voyages et visites.** Les voyages et visites (12) pour les agriculteurs/trices prévus dans le rapport de conception pour 2013 n'ont pas été faits par insuffisance de crédits. *La mission recommande de les organiser avant fin 2014.*
67. Le niveau d'exécution pour la composante III « Renforcement des capacités » est **moyennement satisfaisant.**
68. Les mesures convenues pour améliorer le renforcement des capacités et appui institutionnel sont données dans le tableau ci-après.

Mesure convenue	Date convenue	Responsabilité
Composante III «Renforcement des capacités et appui institutionnel »		
1. Engager les formations et les orienter vers les aspects pratiques	Juin 2014	UGP/SMOP/SVA
2. Délivrer des attestations aux participants assidus à la formation	continu	UGP/SVA
3. Engager les formations du personnel en matière de ciblage, genre et S/E	Avant juillet 2014	UGP
4. Développer un partenariat avec les établissements de formation agricole et proposer des modules de formation et apprentissage pour les jeunes (EM)	Septembre 2014	UGP/SVA
5. Activer la signature des conventions d'alphabétisation	fin juillet 2014	UGP/SVA
6. Stimuler l'organisation des femmes en groupements par l'intermédiaire des cours d'alphabétisation fonctionnelle et leur intégration dans des initiatives existantes ou la création d'activités génératrices de revenus.	2014-2015	UGP/SVA
7. Prévoir les ressources nécessaires pour rétribuer les superviseurs et moniteurs d'alphabétisation selon les tarifs en vigueur.	2014-2015	UGP/SVA
8. Organiser les voyages et visites d'agriculteurs/trices	Avant fin 2014	UGP/SVA

D. Avancement de l'exécution du Projet

Gestion administrative et financière.

69. Le programme est exécuté par la Direction Provinciale de l'Agriculture (DPA) de Taza. Le contrôle interne est mis en place au sein du MAPM et du Ministère de l'Economie et des Finances. Le contrôle externe est assuré par l'Inspection Générale des Finances. La gestion des crédits est assurée de manière **satisfaisante.**
70. **Engagements et paiements :** A fin avril 2014, les crédits délégués ont atteint 138,055 millions MAD, soit 41,5% du coût total du projet (332,4 millions MAD). Les engagements ont atteint 71,943 millions MAD, soit 52,1% des crédits délégués. Le montant des paiements est de 16,066 millions MAD soit 22,3% des engagements totaux et 39% des crédits de paiements engagés. L'engagement tardif de certains marchés (fin de l'année 2013), l'annulation de certains crédits délégués en raison du gel des crédits d'investissements et la suspension des engagements des crédits en octobre 2013, ont affecté l'exécution du projet. Sur ce plan, le niveau d'exécution est **moyennement satisfaisant.**

Suivi-évaluation

71. Un programme de suivi-évaluation avec un logiciel « ANFASYS » (Système d'Analyse Normalisé Financière Automatique) est en place et assure le suivi des activités depuis la planification jusqu'à l'étude d'impacts. L'application permet également : i) d'avoir un suivi financier par composante, catégorie de dépense, ligne budgétaire et activité, ii) un suivi de la chaîne de planification en fonction des objectifs du COSOP, mobilité des experts et orientations stratégiques, iii) un suivi des passations des marchés, iv) un suivi physique et suivi de la performance, v) un suivi des résultats et des Impacts et vi) la simulation et la planification en fonction des risques financiers. Des modules en cours de développement sur, la présentation des résultats en format SIG (cartes thématiques), la modélisation des indicateurs de 3^{ème} niveau et la mise en place d'un dispositif automatique d'envoi de situations par courrier électronique aux partenaires des situations actualisées. Le niveau d'exécution du SSE est **satisfaisant.**

Assistance technique.

72. Le marché relatif à l'assistance technique à l'UGP a été attribué au bureau d'études CID. Tous les profils prévus ont été mobilisés selon les besoins et avec la logistique requise, à l'exception des techniciens à placer au niveau des CT. L'AT est composée: i) d'un directeur-adjoint, ii) d'un

comptable, iii) de quatre ingénieurs (agro-économiste, horticole, génie rural, zootechnicien), iv) d'un sociologue, v) d'un spécialiste en finance rurale et création d'activités génératrices de revenus (AGR) et de petites et moyennes entreprises rurales (PMER), vi) de trois techniciens (deux en horticulture et un en génie rural) et, vii) deux animatrices (une autre sera mobilisée avant août 2014).

73. Il est à noter que le temps de mobilisation de certains profils n'est pas suffisant au regard de l'importance de leurs missions. C'est le cas de l'ingénieur en génie rural, du sociologue, du comptable et des techniciens en gestion des petites et moyennes entreprises rurales¹². *La mission recommande que le temps de mobilisation supplémentaire de ces profils pourra être couvert à travers des conversions ou des augmentations des quantitatifs (selon la réglementation en vigueur) dans le cadre du marché d'assistance technique en cours.* Par ailleurs, la direction du programme mobilisera, dans le cadre de contrat, 2 techniciens pour l'appui à la commercialisation pour 32 hommes-mois (2 techniciens 4 mois par an pendant 4 ans). Ils seront encadrés par un spécialiste en marketing des produits de terroir à mobiliser 1 mois par an, soit pendant 4 mois sur la durée restante du programme.
74. Les activités des cadres sont planifiées et suivies de manière **satisfaisante**, conformément aux recommandations de la dernière mission de supervision. *Toutefois, la mission recommande de procéder à une évaluation trimestrielle du personnel de l'AT du programme.*
75. Les mesures convenues pour améliorer la gestion administrative et financière sont données dans le tableau ci-après.

Mesures convenues	Echéance	Responsables
Gestion administrative et financière		
1. Procéder aux conversions d'hommes-mois et mobilisations supplémentaires	Juillet 2014	UGP
2. Evaluer trimestrielle des performances du personnel de l'AT	chaque 3 mois	DP/UGP

Ciblage des bénéficiaires

76. Lors des visites de terrain, la mission a constaté que le ciblage est bien respecté pour les actions déjà lancées. Le travail de mobilisation sociale est avancé pour les périmètres de réhabilitation et d'extension. L'équipe de renforcement des capacités, genre et ciblage sous la direction du sociologue UGP a réussi à mobiliser et sensibiliser les communautés à l'approche du programme. L'état d'avancement de l'exécution au niveau du ciblage est **satisfaisant**.
77. L'UGP a contribué considérablement au diagnostic des OP. Pour la filière miel, le Bureau d'études chargé de l'élaboration du PPDF a identifié 26 OP, tandis que l'UGP en faisant des recherches supplémentaires pendant les activités de sensibilisation en a identifié 70. Cette identification exhaustive permet d'établir une typologie et un plan de structuration pour la consolidation des OP, la formation des membres, l'amélioration de la production et la commercialisation, qui devrait être fait par le BE durant la 3^{ème} phase de contractualisation, en impliquant l'ensemble des OP.
78. L'état d'avancement de l'exécution au niveau de l'aspect genre et intégration des femmes est **satisfaisant**. L'UGP a doublé d'efforts pour intégrer les femmes dans les filières retenues par le programme et notamment dans les actions déjà lancées. Au sein de l'UGP, on compte 3 femmes (2 animatrices de l'équipe d'assistance technique et une responsable des OPA) et le niveau de sensibilisation à l'intégration des aspects genre de toute l'équipe est élevé.
79. L'UGP a porté une attention particulière à la mobilisation des femmes et a encouragé leur intégration dans des OP mixtes ou l'établissement des OP femmes. Suite à cette sensibilisation des communautés et dans les OP des filières olive et miel, les résistances initiales ont été surmontées. Les femmes se sont mobilisées et les OP ont fait un effort pour intégrer les plus démunies (veuves, femmes chefs de ménage).

¹² Les temps de mobilisation supplémentaires à prévoir pour ces profils sont les suivants :

- Ingénieur GR : 12 mois
- Sociologue : 8 mois
- Comptable : 32 mois
- Techniciens en gestion des petites et moyennes entreprises rurales : 4 mois.

80. Pour la filière olive, le programme a donné un accès aux femmes aux différentes opérations oléicoles, particulièrement à l'amont de la filière notamment dans les petites exploitations. On constate une grande ouverture des OP vers l'adhésion des femmes et une dynamique d'adhésion croissante de la part des femmes. Les femmes ont saisi volontiers la possibilité de participer comme main d'œuvre locale dans les différentes phases des travaux (tuteurage, désherbage) qui étaient auparavant réservées à la main d'œuvre masculine. Pour les femmes rurales, le travail journalier représente une rare opportunité de revenus à titre égal avec les hommes. Par la suite, il s'est avéré que les équipes de femmes accomplissent certaines tâches plus vite et plus efficacement que les hommes.
81. Cependant, les OPA porteuses (associations et coopératives) sont essentiellement masculines et risquent de marginaliser les femmes si elles ne sont pas représentées dans les organes de décision. Grace aux initiatives de sensibilisation et à un degré de conscience élevé, on compte déjà 2 femmes présidentes d'OP. *La mission recommande de veiller à ce que les femmes soient représentées dans les organes de décision et établir des comités de femmes au sein des OP ou de réserver des postes de décisions aux femmes.*
82. La mission a constaté que la formation genre et ciblage prévu en 2013 a été reportée en raison du gel des engagements. Les termes de référence sont préparés et l'appel au prestataire sera lancé en juillet 2014, pour organiser cette formation.
83. *La mission recommande que la formation genre et ciblage soit dispensée à tout le personnel chargé de la mise en œuvre du PDFAZMT, avec l'objectif de définir la stratégie de ciblage et du genre, en prenant en considération les résultats et les données de tous les PPDF, enquêtes et études de marchés effectuées et, pour déterminer un plan d'action avec des activités spécifiques pour femmes et jeunes. Il est également suggéré d'organiser des visites avec l'équipe du projet Haouz pour un échange d'expérience sur les questions de genre et ciblage.*
84. Les mesures convenues, pour améliorer le ciblage, l'intégration des femmes et l'aspect genre, sont données dans le tableau ci-après.

Mesures convenues	échéances	Responsabilités
1. Veiller à ce que les femmes soient représentées dans les organes de décision	2014-2015	UGP, partenariat
2. Dispenser la formation genre et ciblage à tout le personnel chargé de la mise en œuvre du PDFAZMT avec l'objectif de définir la stratégie de ciblage et du genre	juillet 2014	UGP/DPA

Gestion des connaissances/innovation

85. Des initiatives novatrices sont notées dans le contexte local. Avec l'élaboration des PPDF, le projet introduit une innovation majeure qui aura à terme des effets positifs au niveau institutionnel en terme de participation des petits producteurs(-trices) dans la planification de leurs activités. Pour la filière olive, le programme capitalise sur les résultats et les acquis des projets financés par MCA dans la région de Taza, dans le cadre du PMV-II. Le volet alphabétisation va capitaliser sur les expériences du MCA et de l'Agence nationale de lutte contre l'analphabétisme. L'implication de la main d'œuvre féminine est une initiative innovatrice puisque c'est la première fois que les femmes rurales participent aux différentes phases des travaux liées à l'extension des plantations d'oliviers. Il est également innovant que l'UGP ait exigé que la main d'œuvre féminine soit payée au même tarif journalier que les hommes.

Partenariat.

86. A date de la mission, 59 conventions de partenariat sont soit signées ou en cours avec des OP, des coopératives, des associations locales pour des infrastructures, des AUEP, etc. Trente-trois (33) autres conventions de partenariat seront signées dans des délais variant entre 1 et 6 mois avec plusieurs partenaires publics et privés. Parmi ces dernières : i) une convention tripartite prévue avec la direction provinciale de l'équipement, du transport et de la logistique et les communes rurales pour la réalisation et l'entretien des pistes, ii) une convention en cours de préparation avec Tamwil Al Fellah (SFDA) pour le financement des petits producteurs, iii) 3 conventions avec des ONG pour l'alphabétisation fonctionnelle, iv) une convention avec l'ANOC pour la création et l'accompagnement de groupements d'éleveurs, v) une convention avec la DPEFLCD pour les travaux de CES et l'exploitation des nappes mellifères en forêt, et vi) une convention avec l'ODCO pour l'accompagnement des coopératives.

87. En ce qui concerne ces deux dernières conventions (DPEFLCD et ODCO), *la mission recommande d'organiser avant fin juin 2014, deux réunions entre les deux directeurs régionaux (DRA et DREFLCD) et entre le DRA et le délégué régional de l'ODCO pour convenir, au préalable, des modalités de mise en œuvre de ces deux conventions*
88. Pour la formation des jeunes et leur organisation en coopératives de services pour constituer des **équipes-métiers**, *la mission recommande de conclure également une convention avec l'institut technique agricole d'Oued Amlil.*
89. *La mission recommande à ce que toutes les conventions comprennent en annexe, un plan d'action avec un chronogramme de réalisation et des indicateurs de suivi.*
90. Le niveau d'exécution du volet partenariat est **satisfaisant**
91. Les mesures convenues pour améliorer le partenariat sont données dans le tableau ci-après.

Mesures convenues	Echéance	Responsables
1. Accélérer la signature des conventions de partenariat restantes et y annexer un plan d'action, un chronogramme de réalisation et des indicateurs de suivi	avant fin septembre 2014	UGP
2. Tenir deux réunions au niveau régional avec l'ODCO et la DREFLCD pour convenir des modalités du partenariat avec ces deux institutions	Juillet 2014	DRA/DPA/UGP
3. Conclure une convention de partenariat avec l'ITA de Oued Amlil pour la constitution de coopératives de services (équipes-métiers)	Septembre 2014	DPA/UGP
4. Mettre en annexe des conventions, un plan d'action avec un chronogramme de réalisation et des indicateurs de suivi.	à date de signature	UGP

E. Aspects fiduciaires

92. **Décaissements par bailleurs.** A fin avril 2014, le taux global de décaissement est de 1,4% du coût total du programme. Par bailleurs, les taux de décaissements sont respectivement de 0,9% sur le prêt FIDA et 2,6% sur la contrepartie du gouvernement. Ces taux sont jugés faibles et ne reflètent pas la situation des engagements. Les procédures de transmission et de traitement des demandes de remboursement affectent les décaissements sur les fonds du prêt FIDA. Néanmoins, en tenant compte des états de relevés des dépenses du programme en cours au 23 mai 2014 (d'un montant de 16 millions MAD), le taux global de décaissement est estimé à 4,8% du coût total du programme.
93. **Décaissements sur le prêt et don FIDA.** A fin avril 2014, les décaissements réels ont atteint 132'669 DTS, soit 0,9% sur les fonds du prêt et **0%** sur le don. Toutefois, au vu des demandes de remboursement envoyées par l'UGP à la DB (833'000 DTS, dont 63'000 sur le Don FIDA), le taux de décaissement sur le prêt FIDA serait de 7,2%. A fin 2014, et tenant compte des crédits de paiements engagés sur le PTBA 2014, ce taux devrait connaître une amélioration substantielle pour atteindre 16,2%, une fois les travaux de plantation et les études de PMH achevés. Le niveau d'exécution des décaissements **est jugé « très insatisfaisant »**.
94. **Contrepartie du Gouvernement.** Les fonds de contrepartie, pour la période 2011-2014, ont été mobilisés totalement par rapport à ce qui a été prévu dans les PTBA (104%). Le financement de contrepartie, à fin avril 2014, est de 2,6%, fonds utilisés pour le paiement des taxes, l'acquisition des moyens de fonctionnement nécessaires à mise en œuvre du Programme (carburant, équipement et matériel). La mission a noté qu'avec les marchés en cours et les engagements sur le PTBA 2014, ce taux atteindrait 6,3% en fin 2014. Toutefois, les fonds délégués pour le paiement des indemnités de déplacement du personnel de la DPA et des ex-CT travaillant dans le cadre du programme sont jugés insuffisants par l'UGP. *La mission recommande à l'UGP de mettre à jour le niveau de contribution en droits et taxes et les contributions en nature notamment, les véhicules et autres charges de fonctionnement.* Le niveau d'exécution de la contribution du gouvernement est **« moyennement satisfaisant »**.
95. **Contribution des Bénéficiaires.** La contribution des bénéficiaires est estimée, selon le Costab, à 3,350 millions USD, soit 8,5% du coût total du projet. Il est à noter qu'au niveau du système de gestion financière de l'UGP, les contributions des bénéficiaires ne sont pas prises en compte. *La base de données pour évaluer la contribution des bénéficiaires va être finalisée*

fin 2014 une fois la réception définitive des travaux de plantation faite et la contribution des bénéficiaires sera enregistrée dans le S/E dès le début de 2015.

96. **Décaissements par catégorie sur le prêt FIDA.** Les décaissements par catégorie de dépenses¹³ conformément à l'annexe 2 de l'accord de prêt FIDA concernent uniquement les catégories 1 (Aménagements et travaux) avec 1,47% et 8 (Etudes) avec 3,19%. A date de la mission, les demandes de décaissement effectuées sur les catégories 3 (Equipements et matériels) et 7 (contrats et prestations de services) représentent respectivement environ 34'000 DTS et 64'000 DTS.
97. **Décaissements par composante.** L'analyse des dépenses¹⁴ par composante, fait ressortir les taux de décaissements (tous bailleurs confondus) comme suit : Composante I « Appui au développement des filières agricoles » (1,3%); Composante III « Renforcement des capacités locales » (1%) et Composante IV « Coordination et gestion du projet » (2,6%).
98. **PTBA.** En matière de consolidation des PTBA, les différents niveaux d'exécution par année sont résumés comme suit : (en millions MAD : Source UGP, au 15/05/2014)

Montants des crédits	2011	2012	2013	2014
1. Demandés par le projet	39,56	51,17	59,99	106,40
2. Alloués par l'Etat	39,56	51,17	65,36	111,55
3. Engagés par l'UGP	3,29	42,89	60,23	45,44
4. Payés par le trésor	0,26	0,27	1,99	13,55
- Alloués/demandés	100%	100%	109%	105%
- Engagés/alloués	8%	84%	92%	41%
- payés/engagés	8%	0,6%	3%	30%

99. Les montants alloués par l'Etat représentent 100% des montants demandés par l'UGP, avec des dépassements pour 2013 et 2014, suite à l'augmentation des coûts des offres par rapport à l'estimation initiale pour les marchés de plantations et les études. Les engagements des 4 premiers mois de 2014 représentent 41% des crédits alloués. La cohérence entre les crédits demandés et alloués dans le cadre des PTBA est jugée « **satisfaisante** ».
100. **Etats Certifiés des Dépenses.** La revue par la mission des états certifiés de dépenses confirme la bonne tenue de ces dernières. Les justificatifs sont disponibles.
101. **DRF en instance.** Sept (7) demandes de remboursement (dont 1 DRF sur le Don FIDA), selon le formulaire 101 (période considérée du 01/02/2013 au 30/04/2014) sont en attente de transmission au FIDA pour un montant de 10,458 millions MAD (équivalents à environ 833'000 DTS) et concerne les catégories 1, 3, 7 et 8. Afin de permettre un suivi régulier des DRF par l'UGP, il a été convenu que le FIDA fasse parvenir régulièrement à la direction du projet, une copie de la situation des déboursements sur les fonds du prêt (*Status of fund, Historical disbursements*).
102. **Dispositions de l'accord de prêt.** Les dispositions de l'Accord de Prêt sont respectées. Le degré de mise en œuvre est jugé « **satisfaisant** ». Toutefois, la mission recommande à l'UGP de transmettre au FIDA les rapports d'activité semestriels.
103. **Passation des marchés.** L'UGP a engagé 27 marchés pour un montant total de 16 millions de MAD (équivalent à 1,98 million USD), dont 3 marchés ont fait l'objet d'un examen préalable du FIDA pour avis de non objection. La mission a passé en revue un échantillon de marchés/contrats et bons de commandes, et a constaté la bonne appropriation par le personnel en charge du service de passation des marchés. La qualité des dossiers passés en revue est **satisfaisante**. Le système de passation des marchés est fonctionnel, les données sont disponibles et dans les délais. Le constat général révèle également une bonne application des dispositions de l'accord de prêt et de la réglementation nationale en matière de passation des marchés. La conformité de la passation des marchés par rapport aux procédures nationales et du FIDA est jugée « **satisfaisante** ».

¹³ Source IFAD Mai 2104

¹⁴ Source UGP, Mai 2014

104. Gestion des contrats Les paiements effectués sont conformes à l'état d'avancement physique et financier et aux modalités stipulées dans les contrats.
105. Registre des contrats. La tenue des registres de gestion (notamment des contrats, conventions et bons de commande) **est satisfaisante**. Les informations requises sur les marchés passés sont à jour et conformes au modèle fourni par le FIDA.
106. Archivage. L'archivage des dossiers est bien fait et leur accessibilité se fait dans les délais.
107. **Audits des comptes**. L'audit externe du programme pour l'exercice 2012 a été réalisé dans les délais. Toutefois, le rapport d'audit ne présente pas les états financiers conformément aux modèles demandés par le FIDA. Le niveau d'exécution est **moyennement satisfaisant**. En ce qui concerne l'audit des comptes de 2013, une mission de l'IGF est en cours au niveau de l'UGP depuis le 21 mai 2014. *Aussi, la mission rappelle que le rapport d'audit des comptes du programme doit parvenir au FIDA au plus tard le 30 juin 2014 et ce, conformément à l'accord de financement.*
108. Les mesures convenues pour améliorer les aspects fiduciaires sont données dans le tableau ci-après.

Mesures convenues	Echéance	Responsables
Aspects fiduciaires		
1. Accélérer la transmission des DRF au FIDA et assurer le suivi	Continu	DB/MEF
2. Adresser à l'UGP les situations des décaissements sur le prêt FIDA	Continu	FIDA
3. Mettre à jour la contribution de la contrepartie	Juin 2014	UGP
4. Mettre à jour la base de données dans le S/E et intégrer la contribution des bénéficiaires	Décembre 2014	UGP

F. Durabilité

109. L'accompagnement des producteurs dans la constitution et la création de leurs coopératives mais aussi dans leur regroupement sous forme de GIE pour renforcer leur capacité de négociation et l'accès aux marchés est un gage de durabilité. Il faut pour cela leur dispenser les formations adéquates. L'intérêt apporté par certains jeunes pour créer des petites entreprises de services (équipes métiers) sur le modèle mis en place dans d'autres régions, va renforcer les petits producteurs dans l'amélioration de leur production et la qualité de leurs produits. Les unités de valorisation dont l'éligibilité sera confirmée par les études de faisabilité technico-économiques sont également un gage de durabilité pour la transformation et le conditionnement des surplus de production. Les formations qui sont données aux AUEA vont améliorer la gestion durable des systèmes d'irrigation et favoriser l'économie de l'eau. Pour l'élevage, à l'instar des autres régions, la constitution des groupements de petits éleveurs avec l'appui de l'ANOC, va apporter un plus dans l'organisation des éleveurs, l'amélioration génétique des troupeaux, la qualité de l'alimentation et la prophylaxie.
110. **Durabilité institutionnelle**. A ce niveau, l'appui des techniciens de l'UGP dans la constitution des coopératives et des GIE ainsi que, les formations qui leurs seront dispensées vont consolider leur durabilité. Le niveau d'exécution à ce stade est **moyennement satisfaisant**.
111. **Durabilité économique et sociale**. Les actions prévues au niveau de la Composante II « Appui au développement du financement rural de proximité et promotion des AGR et de la PMER », vont concourir à l'autonomie des bénéficiaires. Le volet apicole et le petit élevage constituent une source de revenus complémentaires durables pour les ménages ruraux, notamment pour les femmes. Ces actions constituent des prémices à la durabilité sociale des organisations et institutions. A ce stade de l'exécution, l'appréciation est **moyennement satisfaisante**.
112. **Durabilité environnementale**. Les aspects environnementaux sont pris en compte par le programme. Les formations dispensées par le projet dans l'utilisation raisonnée des produits phytosanitaires et des engrais, l'appui en gestion aux AUEA, la réalisation des ouvrages de PMH (seguias, bassins, sources, etc.), les plantations nouvelles, la réhabilitation des oliveraies et l'amélioration des techniques d'irrigation, sont destinés à améliorer la gestion économe de l'eau et faire face aux effets de la sécheresse. Les études de faisabilité qui seront menées avant la réalisation des unités de transformation (trituration des olives), en année 4 sont un

gage de préservation de l'environnement. A ce stade de la mise en œuvre, l'appréciation des effets sur la durabilité est **moyennement satisfaisante**.

113. **Désengagement du projet.** Les critères relatifs à la stratégie de désengagement du projet sont précisés dans le document de conception (appui à la pérennité des organisations, amélioration de la qualité des produits, renforcement des capacités des bénéficiaires, appui aux partenaires, ciblage genre et environnemental, transfert de compétences aux prestataires, etc.). A ce stade, de la mise en œuvre, le degré d'exécution est « **moyennement satisfaisant** ».

G. Impacts

114. Les actions développées en direction des petits agriculteurs à travers, la création des coopératives de services et l'amélioration de la qualité des produits aussi bien en amont qu'en aval visent, l'amélioration de leur capital productif, l'augmentation de leurs revenus et la sécurité alimentaire des bénéficiaires. A terme, les actifs physiques et financiers seront consolidés. L'impact sur les politiques de développement sera également perceptible car le projet s'inscrit dans la stratégie du PMV-II et de l'INDH et concourent à leurs objectifs. Les effets du programme seront perceptibles par les enquêtes qui seront fournis lors de la revue à mi-parcours. Pour les impacts du programme, ils seront déterminés par les indicateurs SYGRI de 3^{ème} niveau qui feront l'objet d'une enquête d'évaluation à l'achèvement du projet (2018).

H. Conclusion

115. Avec la mise en place des PPDF, le programme a généré une dynamique nouvelle, où les populations sont au centre des décisions qui concernent le développement de leurs terroirs. Ce processus doit se poursuivre et se consolider. Aussi, en raison de son aspect novateur pour la région et, afin de rendre durables les actions du programme, le FIDA et la Partie Marocaine sont d'accord sur les mesures convenues et demandent à l'UGP de les mettre en œuvre dans les délais requis, notamment les mesures prioritaires suivantes :
- Finaliser les PPDF des 4 filières agricoles et organiser un atelier de validation avec les bénéficiaires et l'ensemble des parties prenantes au plus tard fin août 2014 ;
 - Procéder aux études de faisabilité technico-économiques des unités de valorisation pour démontrer leur viabilité économique avant leur mise en place ;
 - Améliorer les travaux réalisés au niveau des aménagements hydro-agricoles ;
 - Signer les conventions de partenaires, notamment celles avec l'ANOC, la DREFLCD, la SFDA et l'ODCO ;
 - Développer un partenariat avec les établissements de formation agricole pour les formations et l'apprentissage des jeunes notamment pour la constitution des « Equipes Métiers » ;
 - Stimuler la participation des femmes aux cours d'alphabétisation en les motivant par une intégration dans des initiatives existantes ou en les organisant en groupements pour la création d'activités génératrices de revenus ;
 - Dispenser la formation genre et ciblage à tout le personnel du programme ;
 - Accélérer les décaissements et transmettre les DRF au FIDA dans les délais tout en assurant leur suivi ;
 - Développer des synergies avec le projet Haouz et organiser des visites d'échanges d'expériences.
116. La revue à mi-parcours étant prévue vers début 2016, l'UGP devra dès à présent engager la réflexion sur la base des expériences et des résultats acquis pour, le cas échéant procéder à des réaménagements dans la programmation des activités et des modalités de leurs mises en œuvre.
117. Le FIDA et le Gouvernement du Royaume du Maroc approuvent les conclusions de la mission de supervision.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes

A. Faits essentiels

Pays	Maroc			No. du projet	1525	No. du prêt	831-MA
Projet	Projet de développement des filières agricoles dans les zones montagneuses de la province de Taza (PDFAZMT)				Prêt/don DSF.		
Date de mise à jour :	2 juin 2014	Dernière supervision	21 au 29 mai 2014		Conditions de financement		
Inst. Responsable de la supervision	IFAD/FIDA	Nbre de supervisions	2	Dernière mission/Avancement de l'exécution/suivi 07/12/ au 16/12/2013			
					Millions USD	% Taux de décaissement	
Approbation	15/12/2010			Coût total	39.25	1.4	
Accord	15/03/2011	Délai d'entrée en vigueur	9.1 mois	FIDA Total	22.98	0.9	
Entrée en vigueur	13/09/2011			Prêt du FIDA	22.48	0.9	
Premier décaissement	13/03/2014	Dernier audit	31/05/2013	Don FIDA	0.50	0	
Examen à mi-parcours				Financement national total	16.27	2.04	
Achèvement initial	30/09/2018			Bénéficiaires	3.35	0	
Achèvement	30/09/2018			Gouvernement	12.92	2.6	
Clôture	31/03/2019						
Nbre de prolongations	0						

B. Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	4	1. Qualité de la gestion du projet	4	4
2. Acceptabilité du taux de décaissement	1	1	2. Exécution du S&E	3	5
3. Financement de contrepartie	3	4	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	4	4
4. Conformité à l'accord de prêt	4	4	4. Prise en compte de la problématique hommes-femmes	4	4
5. Conformité aux règles de passation des marchés	4	4	5. Lutte contre la pauvreté	4	4
6. Qualité et ponctualité des audits	4	4	6. Efficacité de l'approche de ciblage	5	5
			7. Innovation et apprentissage	4	4
			8. Prise en compte du climat et environnement	4	4
B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Appui au développement des filières agricoles	3	4	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	4
2. Appui au développement des AGR et PMER	2	3	2. Autonomisation	4	4
3. Renforcement des capacités et appui institutionnel	3	4	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	4
			4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
			5. Stratégie de retrait (préparation et qualité)-	4	4
			6. Possibilité de réplcation à plus grande échelle	5	5

B.5 Justification des notes

- L'état d'avancement des PPDF est à 80% pour les filières agricoles (olive, amande, viande ovine et miel). Les plantations et réhabilitations des filières arboricoles (olivier et amandier), la participation des bénéficiaires, la distribution des ruches et le lancement des études pour les aménagements hydro-agricoles connaissent un état d'avancement de moyennement satisfaisant à satisfaisant. La composante AGR/MPER connaît des retards dans les études et en raison de la mobilisation tardive du spécialiste en appui à ce volet d'où la note de 3. En ce qui concerne le renforcement des capacités, les séances de sensibilisation ont démarré mais des formations et l'alphabétisation fonctionnelle sont prévues pour septembre 2014. Le système de suivi-évaluation en place est fonctionnel, permet de mesurer les réalisations physiques et les engagements financiers ; les résultats sont satisfaisants, d'où la note de 5 satisfaisant. Par contre, le taux des décaissements est faible (0,9%) d'où la note de 1 (très insatisfaisant).

Évaluation globale et profil de risque		Précédente	Actuelle
C.1	Actifs physiques/financiers	2	2
C.2	Sécurité alimentaire	3	3
C.3	Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	-	4
C.4	Avancement global de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Avec les PPDF et les activités menées au niveau des filières agricoles, le degré d'exécution est satisfaisant pour les filières végétales (olive et amande) et pour la filière apicole mais moyennement satisfaisant pour la filière viande rouge (ovin/caprin) car les groupements ne sont pas encore en place et la convention avec l'ANOC n'est pas signée. Le niveau d'exécution du volet PMH (est au stade des études) est moyennement satisfaisant. Le niveau d'exécution de la composante « Appui au développement du financement rural de proximité et promotion des AGR et de la PMER » accuse du retard et reste modérément insatisfaisant. Pour le « renforcement des capacités et l'appui institutionnel », le niveau d'exécution de cette composante reste moyennement satisfaisant. Pour le ciblage, genre et intégration des femmes, des résultats appréciables ont été obtenus, d'où, un niveau d'exécution satisfaisant. L'exécution au niveau coordination gestion est moyennement à satisfaisante. Le taux des décaissements est faible d'où un niveau d'exécution très insatisfaisant.

C.5. Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
---	----------	----------

Justification des notes sur les objectifs de développement

La probabilité de réalisation des objectifs du projet s'est améliorée notamment avec le degré d'avancement dans l'élaboration des PPDF et la qualité de la participation des bénéficiaires. Grâce à la démarche participative menée dans le cadre des PPDF, l'engagement des bénéficiaires et des autres partenaires sur le terrain est total. Les améliorations enregistrées en amont des filières olive, amande et miel. Les réalisations attendues à fin 2014 pour tout ce qui concerne le renforcement des capacités, le développement du financement rural et les activités en aval des filières, vont renforcer l'autonomisation des bénéficiaires et permettront d'améliorer l'atteinte des objectifs du projet.

Risques Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Risque de retard dans les décaissements en raison des lenteurs dans les procédures de transmission des DRF
Avancement de l'exécution du projet	L'insuffisance des moyens logistiques (carburant et véhicules) risque d'affecter l'exécution du programme. L'AT sera disponible jusqu'à fin décembre 2014 et le risque sur l'avancement de l'exécution sera réduit si les efforts attendus en 2014 sont faits, notamment au niveau du renforcement des capacités et services financiers de proximité.
Produits et réalisations	Les risques liés aux aléas climatiques (sécheresse, érosion) existent et peuvent affecter les réalisations sur le terrain, d'où la nécessité de renforcer le partenariat avec la DREFLCD et l'ANOC
Durabilité	Risque minime, L'approche participative et la qualité de la participation des bénéficiaires vont renforcer la durabilité des acquis programme.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure recommandée	calendrier	État d'avancement
- Plans participatifs de développement des filières	Finaliser les PPDF et organiser un atelier de validation avec les bénéficiaires et les représentants des parties prenantes	fin août 2014	réalisé à 80%
- Composantes appui à la PMER et AGR	finaliser les études et signer la convention avec la SFDA	juillet-août 2014	en cours
- Décaissements	Transmettre et suivre les DRF pour remboursement	Continu	Retards dans les décaissements

Appendice 2 : Cadre logique axé sur les résultats

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
Objectif principal:			
Contribuer, dans le cadre du PMV, à l'allègement de la pauvreté rurale par la diversification et la croissance durable des revenus des femmes, des hommes et des jeunes ruraux pauvres, associées à une gestion durable des ressources naturelles, qui constituent la base de leur survie.	A l'achèvement du projet, le nombre de ménages dont l'indice d'accumulation de biens s'est amélioré, a augmenté. A l'achèvement du projet, la taille des enfants de moins de 5 ans ainsi que leur poids se sont améliorés.	Enquêtes SYGRI sur accumulation des biens et malnutrition des enfants au démarrage, à la mi-parcours, et l'achèvement du programme	H. Intégration au PMV et synergie avec les Programmes nationaux et sectoriels
Objectif de développement du Projet/Programme:			
L'objectif de développement du Programme est de diversifier et valoriser durablement les productions agricoles par la reconversion des superficies des céréales vers des filières plus adaptées et plus rentables, parmi celles identifiées dans le cadre du Plan Agricole Régional.	Le revenu moyen de l'exploitation agricole de la zone du projet a augmenté de 15% à la fin du projet. Nombre d'AGR et de PMER fonctionnelles à mi-parcours et à l'achèvement du Programme. Au terme du projet, 50% des organisations de base sont fonctionnelles et viables.	Statistiques agricoles de la DRA Rapport annuel sur les indicateurs SYGRI	H. Les bénéficiaires du projet visent bien le groupe cible. H. Les ressources humaines sont qualifiées pour la mise en œuvre des composantes du programme.
Produits: 1.1. Les filières de production arboricole sont développées en remplacement de la céréaliculture extensive et par la réhabilitation et l'intensification des plantations existantes et l'amélioration de la valorisation des produits. 1.2. Les filières viande rouge et miel sont développées. 1.3. Les périmètres irrigués réhabilités sont gérés rationnellement par les communautés. 1.4. Les pistes rurales et les réseaux d'AEP réalisés/aménagés sont régulièrement entretenus et gérés rationnellement.	30% des exploitations ont adopté les technologies recommandées. 50% des agriculteurs ont enregistré une augmentation des rendements d'olives d'au moins 30% en bour et 25% en irrigué. Augmentation de la production de viande et de miel de 20% et 200% respectivement. Nombre de coopératives apicoles fonctionnelles. Nombre de produits labellisés et quantité exportée. Au terme du projet, 75% des périmètres irrigués retenus ont été réhabilités et sont gérés efficacement par des AUEA. Au terme du projet, 75% des pistes et des réseaux d'AEP retenus sont réalisés et gérés efficacement.	Enquêtes statistiques sur les rendements Rapport annuel sur les indicateurs SYGRI	H. Moyens humains suffisants pour l'encadrement des petits agriculteurs. R. Sécheresse sévit sur plusieurs années.

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
Produits: 2.1. Le financement des petits agriculteurs, des femmes et des jeunes fonctionne à travers la SFDA et les AMC. 2.2. L'appui pour la création d'AGR et de PMER est renforcé à travers le soutien du PDFAZMT et des institutions de financement à la création et au développement de ces activités et entreprises.	Au terme du projet, au moins 50% des petits agriculteurs obtiennent des financements adaptés. A l'achèvement du Programme, au moins 30% des femmes et des jeunes ciblés ont bénéficié d'un microcrédit. 50% des PMER et des AGR créées sont opérationnelles au terme du projet. Au moins 5% des promoteurs d'AGR accèdent au statut de micro entreprise et bénéficient du programme Moukawalati.	Rapports trimestriels des agences SFDA et de l'AMC Rapport annuel sur les indicateurs SYGRI	R. Remboursement insuffisant des prêts. H. Les promoteurs de projets sont bien encadrés par les fournisseurs de crédit.
Produits: 3.1. Le processus participatif de programmation, d'exécution et de suivi des actions impliquant les différents acteurs concernés est opérationnel. 3.2. La participation des femmes et des jeunes dans le processus participatif de programmation, d'exécution et de suivi des actions de développement local est renforcée.	À la fin de la première année du projet, les quatre PPDF sont élaborés avec la participation effective des populations ciblées. À l'achèvement du projet, 50% des bénéficiaires, dont au moins 30% de femmes, sont affiliés à des organisations fonctionnelles. 10% des organes d'administration des organisations comportent des femmes. A l'achèvement du projet, le taux d'alphabétisation a augmenté de 20% chez les femmes et de 10% chez les hommes. Au terme du projet, au moins 50% des organisations de base sont opérationnelles.	Fiches de suivi Evaluation par les bénéficiaires Rapport annuel sur les indicateurs SYGRI	R. Faible mobilisation des femmes en raison du poids des règles traditionnelles et du nombre limité des animatrices rurales. H. Constitution et agrément des associations et coopératives dans les temps prévus.
Produits: 4.1 .La gestion des activités du Programme est effective. 3.6. Le système de suivi-évaluation des activités du Programme est opérationnel.	L'UGP est opérationnelle à la fin du premier trimestre de 1 ^{ère} année du projet. 50% des indicateurs de S&E des effets et de l'impact sont utilisés à l'étape de mi-parcours et 70% au terme du projet.	Rapport de supervision Rapport d'examen à mi-parcours et de clôture	R. Retards dans l'engagement du marché d'A.T. R. Faibles compétence des Spécialistes-matière

Appendice 3: Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus

Domaine d'action/Mesures convenues	Echéance	Responsables
Produits		
I. Composante I «Appui au développement des filières agricoles».		
Sous-composante 1 : < Filière olive >		
1. finaliser et valider le PPDF olive	fin juillet 2014	UGP-SMOP
2. Organisation de 6 voyages et 2 visites au profit des adhérents des coopératives oléicoles	Décembre 2014	UGP-SMOP
3. Réalisation de 6 études de faisabilité	2 ^{er} trimestre 2015	UGP- SMOP
Sous-composante 2 : <Filière amande >		
4. Finaliser et valider le PPDF amande	fin juillet 2014	UGP-SMOP
5. Réaliser l'étude de faisabilité d'extension amande sur 1309 ha et 400 ha	Décembre 2014	UGP-SMOP
6. Réaliser les études de faisabilité pour les unités de concassage	2 ^{ème} semestre 2015	UGP-SMOP
Sous-composante 3 : <Filière viande rouge ovine et caprine >		
7. finaliser et valider le PPDF viande rouge	fin juillet 2014	UGP-SMOP
8. Acquérir les documents techniques pour la filière viande rouge	Décembre 2014	UGP-SMOP
9. Appuyer la plantation des 400 ha d'arbustes fourragers	1 ^{er} trimestre 2015	UGP- SMOP
10. Signer la convention de partenariat avec l'ANOC	Fin juillet 2014	UGP- SMOP
11. Construire 2 abris anti -neige	Décembre 2014	UGP-SMOP
12. Réaliser 2 centres d'approvisionnement aliment bétail	2015	UGP-SMOP
13. Réaliser l'étude de faisabilité du centre d'engraissement	1er trimestre 2015	SMOP- UGP
Sous-composante 4 : <Filière miel>		
14. Finaliser et valider le PPDF miel	Fin juillet 2014	UGP-SMOP
15. Programmer les formations relatives à la filière miel	Décembre 2014	UGP-SMOP
16. Engager les activités de traitement contre la varoïse et la teigne	4 ^{ème} trimestre 2014	UGP-SMOP
17. Acheter l'étude diagnostic des potentialités de création des AGR-MPER	Décembre 2014	UGP-SMOP
18. Aménager les locaux des coopératives et GIE	Décembre 2014	UGP-SMOP
19. Recruter le spécialiste en commercialisation et marketing	4 ^{ème} trimestre 2014	UGP-SMOP
Infrastructures et aménagements hydro-agricoles		
20. Tenir une réunion avec le DPEFLCD et le DRA au niveau régional pour accélérer la signature de la convention	juin 2014	DRA/DPA/UGP/DPEFLCD
21. Prévoir la construction d'un ouvrage de captage au niveau des sources d'eau, des déversoirs et des cloisons de séparation à l'intérieur des abreuvoirs et la protection de tous les ouvrages d'abreuvement contre les eaux de crue	fin 2014	UGP/entreprises
22. Prévoir une plateforme étanche autour des ouvrages d'abreuvement pour éviter la stagnation des eaux	Fin 2014	UGP/entreprises
CES		
23. Planifier un atelier technique sur les CES discutant les options de CES adapter au projet, en considérant les conditions techniques et socio-économiques des agriculteurs et des fournisseurs de services locaux	1 ^{er} trimestre 2015	UGP/ SMOP/ DPEFLCD
24. Engager avec les agriculteurs des essais simples et claires qui leurs permettent de voir l'effet de la CES sur la rétention de l'eau et l'érosion du sol	Fin 2014	UGP/TA
II. Composante II «Appui au développement du financement rural de proximité et promotion des AGR et de la PMER »		
25. Lancer les études prévues dans le cadre des deux sous-composantes	Juillet-août 2014	UGP
26. Elaborer un projet de convention à soumettre aux structures centrales de la SFDA	Fin juin 2014	UGP
27. Elaborer une convention avec les associations de microcrédit	Juillet 2014	UGP

Domaine d'action/Mesures convenues	Echéance	Responsables
28. Mobiliser un technicien en gestion des petites entreprises	Juillet 2014	UGP
29. Réaliser les formations prévues pour la composante	Nov.-déc. 2014	UGP
30. Mobiliser un technicien en gestion des petites entreprises	Juillet 2014	UGP
31. Etudier la possibilité de cofinancement de projets avec la division des affaires sociales et de l'agence de développement social de la province de Taza	Juillet 2014	UGP
III. Composante III «Renforcement des capacités et appui institutionnel»		
32. Engager les formations et les orienter vers les aspects pratiques	Juin 2014	UGP/SMOP/SVA
33. Délivrer des attestations aux participants assidus à la formation	continu	UGP/SVA
34. Engager les formations du personnel en matière de ciblage, genre et S/E	Avant juillet 2014	UGP
35. Développer un partenariat avec les établissements de formation agricole et proposer des modules de formation et apprentissage pour les jeunes (EM)	Septembre 2014	UGP/SVA
36. Activer la signature des conventions d'alphabétisation	fin juillet 2014	UGP/SVA
37. Stimuler l'organisation des femmes en groupements par l'intermédiaire des cours d'alphabétisation fonctionnelle et leur intégration dans des initiatives existantes ou la création d'activités génératrices de revenus.	2014-2015	UGP/SVA
38. Prévoir les ressources nécessaires pour rétribuer les superviseurs et moniteurs d'alphabétisation selon les tarifs en vigueur.	2014-2015	UGP/SVA
39. Organiser les voyages et visites d'agriculteurs/trices	Avant fin 2014	UGP/SVA
Gestion administrative et financière		
40. Procéder aux conversions d'hommes-mois et mobilisations supplémentaires	Juillet 2014	UGP
41. Evaluer trimestrielle des performances du personnel de l'AT	chaque 3 mois	DP/UGP
Ciblage des bénéficiaires		
42. Veiller à ce que les femmes soient représentées dans les organes de décision	2014-2015	UGP, partenariat
43. Dispenser la formation genre et ciblage à tout le personnel chargé de la mise en œuvre du PDFAZMT	juillet 2014	UGP/DPA
Partenariat		
44. Accélérer la signature des conventions de partenariat restantes et y annexer un plan d'action, le chronogramme de réalisation et des indicateurs de suivi	fin septembre 2014	UGP
45. Tenir deux réunions au niveau régional avec l'ODCO et la DREFLCD pour convenir des modalités du partenariat avec ces deux institutions	Juillet 2014	DRA/DPA/UGP
46. Conclure une convention de partenariat avec l'ITA de Oued Amil pour la constitution de coopératives de services (équipes-métiers)	Septembre 2014	DPA/UGP
Aspects fiduciaires		
47. Accélérer la transmission des DRF au FIDA et assurer le suivi	Continu	DB/MEF
48. Adresser à l'UGP les situations des décaissements sur le prêt FIDA	Continu	FIDA
49. Mettre à jour la contribution de la contrepartie	Juin 2014	UGP
50. Intégrer une base de données dans le S/E et intégrer la contribution des bénéficiaires	Décembre 2014	UGP

Appendice 4 : Questions financières

Exécution effective des obligations de financement par source de financement; décaissements par catégorie et par composante

Table 4 A: Décaissements par bailleur au 30/04/2014 ('000 USD)

Bailleurs	Approuvé	Décaissés	Taux %
Prêt FIDA	22 480	205,06*	0,9
Don FIDA	500	0	0
Gouvernement	12 930	347,46**	2,6
Bénéficiaires	3 350	0	0
Total	39 250	552,52	1,4

(*) Source FIDA (mai 2014)

(**) Source UGP calculés au taux de 1 USD = 8,1 MAD (mai 2014)

Table 4 B: Décaissements par bailleur et par composante au 30/04/2014 ('000 MAD) (Source UGP)

Composantes	FIDA			Don FIDA			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
	Prévu	Réalisé	%	Prévu	Réalisé	%	Prévu	Réalisé	%	Prévu	Réalisé	%	Prévu	Réalisé	%
I. Appui au développement des filières agricoles.	148 902,6	1 386,9	0,9	508,2	0,0	0,0	90 290,2	2 085,2	2,3	28 374,5	0,0	0,0	268 075,5	3 472,1	1,3
II. Appui au financement rural et promotion de la PMER	5 420,8	0,0	0,0	1 185,8	0,0	0,0	1 609,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8 215,9	0,0	0,0
III. Renforcement des capacités locales	21 005,6	270,0	1,3	0,0	0,0	0,0	8 893,5	44,3	0,5	0,0	0,0	0,0	29 899,1	314,3	1,0
IV. Coordination et gestion du projet.	15 076,6	0,0	0,0	2541,0	0,0	0,0	8 554,7	684,9	8,0	0,0	0,0	0,0	26 172,3	684,9	2,6
Total	190 405,6	1 656,9	0,9	4235,0	0,0	0,0	109 347,7	2 814,4	2,6	28 374,5	0,0	0,0	332 362,8	4 471,3	1,4

Table 4 C: Décaissements du prêt FIDA au 30/04/2014 (DTS) (Source FIDA)

	Catégories	Allocations initiales	Décaissements réels	en %	Soldes
I	Aménagements et travaux.	7 525 000,00	110 915,95	1,47	7 414 084,05
II	Véhicules	216 000,00	0,00	0,00	216 000,00
III	Equipements et matériels	923 000,00	0,00	0,00	923 000,00
IV	Formation et animation	1 110 000,00	0,00	0,00	1 110 000,00
V	Appui technique national	1 685 000,00	0,00	0,00	1 685 000,00
VI	Partenariat	429 000,00	0,00	0,00	429 000,00
VII	Contrats et prestation de services	698 000,00	0,00	0,00	698 000,00
VIII	Etudes	680 000,00	21 753,12	3,19	658 226,88
IV	Non alloué.	1 474 000,00	0,00	0,00	1 474 000,00
	Total	14 740 000,00	132 669,07	0,90	14 607 330,93

Appendice 5: Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI

Composante/ Sous-composante ou produit	Unité	Période: 1/1/2014 au 15/05/2014			Progrès effectif global	Objectifs fixés dans le RPE	%
		PTBA	Progrès effectif	%			
Composante 1 : Appui au développement des filières agricoles							
S/C 1: Filière olive							
A/ Etude participative du plan de développement de la filière oléicole	FF	1	5%	5%	95%	1	95%
B/ Appui à l'organisation de la profession et de l'interprofession							
1-Appui à la mise en place des groupements (group.) ANARBOM	group	2	0	0		3	0
2 -Appui à la mise en place des coopératives oléicoles	Coop	2	0	0		4	0
3-Appui à la mise en place de l'union des coopératives oléicoles	union	1	0	0		1	0
4-formation à la gestion des coopératives et associations	FF	1	0	0		1	0
C/ Renforcement du maillon "production" de la filière							
1. Extension des plantations							
a-Visite par les agriculteurs des périmètres d'extensions pilotes tranche 1	Voyage	4	0	0		3	0
b-Travaux de plantation d'olivier sur 300 Ha Tranche 1	Ha	50%	40%	40%	50%	300	50%
b-Travaux de plantation d'olivier sur 240Ha Tranche 2	Ha	50%	40%	40%	50%	240	50%
b-Travaux de plantation d'olivier sur 260 Ha Tranche 3	Ha	50%	40%	40%	50%	260	50%
b-Travaux de plantation d'olivier sur 300 Ha Tranche 4	Ha	50%	50%	50%	60%	300	60%
b-Travaux de plantation d'olivier sur 100 Ha Tranche 5	Ha	50%	40%	40%	50%	100	50%
b-Travaux de plantation d'olivier sur 350 Ha Tranche 6	Ha	50%	40%	40%	50%	350	50%
b-Travaux de plantation d'olivier sur 320 Ha Tranche 7	Ha	50%	40%	40%	50%	320	50%
b-Travaux de plantation d'olivier sur 180 Ha Tranche 8	Ha	50%	40%	40%	50%	180	50%
c-Mise en place des structures anti Erosives des oliveraies en Bour tranche 1	Ha	100%	50%	50%	50%	300	50%
c-Mise en place des structures anti Erosives des oliveraies en Bour tranche 2	Ha	100%	50%	50%	50%	240	50%
c-Mise en place des structures anti Erosives des oliveraies en Bour tranche 3	Ha	100%	50%	50%	50%	260	50%
c-Mise en place des structures anti Erosives des oliveraies en Bour tranche 4	Ha	100%	60%	60%	60%	300	60%
c-Mise en place des structures anti Erosives des oliveraies en Bour tranche 5	Ha	100%	50%	50%	50%	100	50%
c-Mise en place des structures anti Erosives des oliveraies en Bour tranche 6	Ha	100%	50%	50%	50%	350	50%
c-Mise en place des structures anti Erosives des oliveraies en Bour tranche 7	Ha	100%	50%	50%	50%	320	50%
c-Mise en place des structures anti Erosives des oliveraies en Bour tranche 8	Ha	100%	50%	50%	50%	180	50%
2-Réhabilitation des oliveraies existantes							
a-Travaux de réhabilitation des plantations (densification, taille, traitement...) tranche 1	ha	60%	60%	60%	70%	200	70%
b-Travaux de réhabilitation des plantations (densification, taille, traitement...) tranche 4	ha	180	0	0		180	
c- Formation en technique d'oléiculture et céréaliculture	FF	1	0	0	—	1	—
3-Accompagnement et suivi de proximité							
a-Suivi des coopératives pour leur mise à niveau (AG, Rapport moraux et financiers)	FF	1	0	0	—	1	—
b-Suivi et accompagnement des coopératives jusqu'à labellisation/p	FF	1	0	0	—	1	—
D/ promotion de la valorisation et de la commercialisation des produits							
1- Investissement physique pour la création des PMER							
Unité de conserve traditionnelle d'olive de table pour les femmes	Nombre	1	0	0		3	0
2-Investissement et Formations dans l'hygiène et l'environnement							
b-Formation des coopératives en oléotechnie, traçabilité et qualité	FF	1	0	0	—	1	—
c-formation sur l'Hygiène, santé et salubrité des aliments	FF	1	0	0	—	1	—
d-formation sur le marketing, captage de valeur ajoutée et accès aux marchés	FF	1	0	0	—	1	—
e-Organisation d'une journée "large public" sur les bienfaits de l'huile d'olive	FF	1	0	0	—	1	—
E/ Renforcement des capacités des services							
1-Formation du personnel des services							
a- Les caractéristiques des variétés d'olivier disponibles au Maroc (productivité et qualité)	FF	1	0	0	—	1	—
b-Formation sur la traçabilité et déterminants de la qualité des huiles	FF	1	0	0	—	1	—
c-Techniques d'intensification de l'oléiculture et de la céréaliculture (irrigué et bour)	FF	1	0	0	—	1	—
d-Irrigation gravitaire et localisée de l'olivier (productivité et qualité)	FF	1	0	0	—	1	—

Composante/ Sous-composante ou produit	Unité	Période: 1/1/2014 au 15/05/2014			Progrès effectif global	Objectifs fixés dans le RPE	%
		PTBA	Progrès effectif	%			
2-matériel							
Photocopieur pour le SVA	unité	0	0	0	1	1	100%
GPS pour le SVA	unité	0	0	0	1	1	100%
F/ PMH et réhabilitation des réseaux d'irrigation							
1-Etudes							
Etudes techniques	unité	50%	10%	10%	60%	1	60%
Etude géo technique (y compris Analyse de béton)	Unité		0	0		1	
2-Informatique							
Ordinateurs + imprimantes	unité	0			1	1	100%
3-Matériel de Bureau							
4- Matériel Topographique							
Traceur	unité	0	1	1	1	1	100%
5-Formation							
Voyage d'études	PS	5	0	0		5	0
Formation de techniciens	FF	1	0	0	—	1	—
8-Formation des associations	FF	1	0	0	—	1	—
6- Travaux de Réalisation							
Construction d'ouvrages de dérivation	Unité	3	0	0		3	0
Construction de bassins de stockage	Unité	6	0	0		6	0
Revêtement séguis	Unité	28	0	0		28	0
Protection des berges	Unité	400	0	0		400	0
H- Pistes							
Etude pistes (filière oléicole)	FF	1	0	0		1	0
I- AEP							
Etude AEP (filière oléicole)	FF	1	0	0		1	0
S/C 2: Filière amandes							
A/ Etude participative du PDF amandier	FF	1	5%	5%	95%	1	95%
B-Appui à l'organisation de la profession et de l'interprofession							
1- Appui à la mise en place des groupements ANARBOM	Group.	2	0	0		2	
2-Appui à la mise en place des coopératives d'amandier	Coop	2	0	0		2	
3-Appui à la mise en place de l'union des coopératives D'amandier à TAZA	Union	1	0	0		1	
4- Formation à la gestion des coopératives et associations tranche1	PJ	6	0	0		6	
5-Suivi des coopératives pour leur mise à niveau tranche 1	PJ	6	0	0		6	
C- renforcement du maillon de production des amandes							
1- Extension des plantations							
Visite des agriculteurs aux périmètres pilotes	Voyages	6	0	0		6	
Travaux d'installation d'amandier en bour tranche 1	Ha	550	0	0		550	
Mise en place des structures anti érosive de l'amandier en bour tranche1	Ha	550	0	0		550	
2- réhabilitation des amandiers existants							
a-travaux de réhabilitation clé en main des amanderaies tranche 1	ha	600	0	0		600	
b-visite des périmètres pilotes de réhabilitations tranche 1	Voyages	3	0	0		3	
c- Formation des agriculteurs (trices) et jeunes ruraux							
Formation générale (technico économique) tranche 1	Pj	3	0	0		3	
Formation de la conduite technique d'amandier et des céréales tranche1	Pj	3	0	0		3	
Voyage d'études tranche 1	Voyages	2	0	0		2	
D - PMH et réhabilitation des réseaux d'irrigation : Filière Amandier							
1-Etudes							
Etudes techniques	unité	50%	20%	20%	70%	1	70%
Etude géotechnique (y compris analyse de béton)	unité	1	0	0		1	
2-Matériel de Bureau							
3-Matériel topographique							
Petit matériel (technique)	FF	—	1	1	1	1	100%
4- Formation							
Voyages d'étude	PS	5	0	0		5	0
techniciens	FF		0	0		1	

Composante/ Sous-composante ou produit	Unité	Période: 1/1/2014 au 15/05/2014			Progrès effectif global	Objectifs fixés dans le RPE	%
		PTBA	Progrès effectif	%			
Logiciels et formation	FF		0	0		1	
Formation des associations	FF		0	0		1	
5- Travaux de Réalisation							
Construction d'ouvrages de dérivation	Unité	3	0	0		3	0
Construction de bassins de stockage	Unité	6	0	0		6	0
Revêtement séguias	Unité	28	0	0		28	0
Protection des berges	Unité	700	0	0		400	0
E- Pistes							
Etude pistes (filière amandier)	FF	1	0	0		1	0
F- AEP							
Etude AEP (filière Amandier)	FF	1	0	0		1	0
S/C 3: Filière viande rouge							
A-/ Elaboration du plan participatif de la filière	FF	1	10%	10%	70%	1	70%
B-amélioration des infrastructures de base							
Création des point d'eau tranche 1	point d'eau	50%	10%	10%	60%	2	60%
Création des points d'eau Tranche2	point d'eau	2	0	0		8	0
Abri anti neige	unité	4	0	0		4	0
Centre d'approvisionnement en aliment de bétail pour ANOC	Unité	4	0	0		4	0
C-Appui à la filière par l'Agrégateur							
1-Activités organisationnelles	unité	4	0	0		4	0
2-Activités d'appui technique	unité	4	0	0		4	0
3-Activités de formation	unité	4	0	0		4	0
D-renforcement du disponible fourrager							
Renforcement du disponible fourrager par plantations intercalaire	Ha	400	0	0		400	
E-Renforcement institutionnel							
1-véhicule et équipement bureau de production Animale							
GPS	unité	—	2	2	2	2	100%
Unités informatiques tranche 1	FF				1	1	100%
Unités informatiques tranche 2	unité	—	6	6	6	6	100%
F/ Formation							
1-Formation des cadres et techniciens des services techniques							
Formation pour les ingénieurs	FF	1	0	0		1	—
Formation pour les Techniciens	FF	1	0	0		1	—
G- PMH et réhabilitation des réseaux d'irrigation							
1-Etudes							
Etudes techniques de PMH	unité	20%	0,20	0,20	70%	1	70%
Etude géotechnique (y compris analyse de béton)	FF	1	0	0		1	
2-Matériel de Bureau							
3-Formation							
Voyages d'étude	PS	1	0	0		3	0
Formation de Techniciens	FF	1	0	0		1	—
Formation des Associations (3)	FF	1	0	0		1	—
4-Travaux de Réalisation							
aménagement de sources	unité	1	0	0		1	
Construction d'ouvrages de dérivation	unité	7	0	0		7	
Construction de bassins de stockage	unité	7	0	0		7	
Revêtement séguias	unité	26	0	0		26	
Protection des berges	unité	600	0	0		600	
H Pistes							
étude pistes (VR)	FF		0	0		1	
I-AEP							
Etude AEP	FF	1	0	0		1	0
Renforcement institutionnel des infrastructures DPEFLCD							
personnel entretien et fonctionnement							
Consommables de bureau -BPA tranche 1	FF	0			1,00	1	100%

Composante/ Sous-composante ou produit	Unité	Période: 1/1/2014 au 15/05/2014			Progrès effectif global	Objectifs fixés dans le RPE	%
		PTBA	Progrès effectif	%			
S/C 4: Filière miel							
A- Elaboration du plan participatif de la filière	FF	1	10%	10%	70%	1	70%
B- Renforcement de l'organisation des apiculteurs							
Formation des membres des coopératives	FF	1	0	0		1	—
C-Renforcement du maillon "production" de la filière		—					
1-Acquisition de ruches peuplées première tranche	unité	1200	1200	1200	1200	1200	100%
1-Acquisition de ruches peuplées deuxième tranche	unité	—	400	400	100%	400	1
2-Formation des apiculteurs (trices): techniques de production	FF	1	0	0		1	—
2-Formation des apiculteurs (trices): santé Apicole	FF	1	0	0		1	
2-Formation des apiculteurs (trices): Confection des ruches	FF	1	0	0		1	
2-Formation des apiculteurs (trices): Valorisation commercialisation	FF	1	0	0		1	
D- promotion de la valorisation du miel							
appui pour la labellisation et la commercialisation n	FF	1	0	0		1	—
E-formation des ingénieurs et des techniciens							
F-Investissements physiques pour la création des AGR et des PMER							
Unités Apicoles de 50 ruches	unité	50	0	0		50	
Composante 2: Financement rural et PMER							
A/ Appui au développement du financement rural de proximité							
1-Etude sur les besoins en financement des populations-cibles	FF	1	0	0		1	0
2-appui à la SDFA pour le développement de son réseau	FF	3	0	0		3	0
3-appui à une AMC	FF	2	0	0		2	0
4-Etude sur l'adaptation des produits du microcrédit	FF	1	0	0		1	0
B/ Promotion des AGR et de la PMER							
1-Etude de diagnostic/potentialités en matière de création d'AGR et de PMER	étude	1	0	0		1	0
2-Formation des animateurs en matière d'accompagnement pour la création d'AGR et de PMER tranche 1	PJ	60	0	0		60	0
Composante 3: Renforcement des capacités locales							
Encadrement et appui à l'élaboration et à la mise en œuvre des PDF							
1-Encadrement et appui							
Animateurs	pers mois	20	5	5	10	90	11%
Animatrices	pers mois	10	5	5	10	30	33%
Techniciens en gestion des petites entreprises	pers mois	3	3	3	3	20	15%
Techniciens en Génie Rural	pers mois	9	3	3	3	40	8%
Techniciens en production végétale	pers mois	18	6	6	14	60	23%
Techniciens en production animale	pers mois	18	0	0	0	60	0%
2-Aménagement locaux			5	5			
Aménagement bâtiments CT et SCT	Unité	0,5	0,1	0,1	0,60	1	60%
Composante 4 : Coordination et gestion du Programme							
A/ Equipements de bureau							
Consommables de bureau -BPA tranche 2	FF	0			1	1	100%
B/ Personnel contractuel							
Directeur Adjoint	pers mois	11	5	5	19	75	25%
Spécialiste financement AGR et PMER	pers mois	3	3	3	3	20	15%
Agroéconomiste, spécialiste en suivi-évaluation	pers mois	10	5	5	13	50	26%
Sociologue Spécialise en renforcement des capacités et genre	pers mois	6	3	3	5	24	21%
Ingénieur de Génie Rural	pers mois	8	5	5	18	25	72%
Ingénieur agronome spécialisé en horticulture	pers mois	5	3	3	11	25	44%
Ingénieur zootechnicien spécialisé en apiculture	pers mois	5	3	3	11	25	44%
comptable	pers mois	11	5	5	19	50	38%
C/ Activités de suivi et évaluation							
Enquête de base	forfait	1	10%	10%	35%	1	35%
E/ Centre de documentation							
Photocopieuse (imprimante multifonction+ imprimante laser)	FF	—	1	1	1	1	100%
A-personnel entretien et carburant							
Entretien et fonctionnement de véhicules	FF	0			1	1	100%

Appendice 6 : Respect des dispositions de l'accord de financement, état d'avancement

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/Date
Section E 1.b)	L'UGP a été mise en place au sein de la DPA, les spécialistes matière ont été sélectionnés conformément aux dispositions de l'accord de prêt	Disposition respectée Les techniciens ne sont pas encore placés au niveau des CT	La restructuration de l'ONCA est en cours. Il est responsable de la mise en place des techniciens CT
Section E 2	Les dispositions prévues à la section 4.02 a) des conditions générales ne s'appliquent pas à l'accord de prêt. Les dépenses spécifiées au parag.2 de l'annexe 2 de l'accord de prêt et n'excédant pas un montant total en MAD équivalent à la somme de 1 200 000 USD peuvent être honorées à partir du compte de prêt et du compte de don		Disposition respectée
Annexe 3	Clauses particulières : a), b), c), d), e), f) et g)		Clauses respectées
Section 4.02 b)	Aucun retrait ne peut être effectué sur le compte du prêt et/ou le compte du don avant que le FIDA n'ait approuvé le premier PTBA		Disposition respectée
Section 4.04	Les demandes de retrait ou d'engagement spécial sur le compte de prêt et/ou du compte de don, doivent être accompagnées par les documents et les pièces justificatives		Disposition respectée
Section 7.01 b)	L'UGP élabore annuellement un projet de PTBA	Projet de PTBA à soumettre au FIDA pour non-objection 60 jours avant le début de l'année du projet considéré	Disposition respectée
Section 7.05	Les marchés de biens, de travaux et de services doivent être passés conformément aux dispositions de la réglementation de l'emprunteur		Disposition respectée
Section 7.08	L'UGP assure contre les risques l'ensemble des biens et des constructions utilisés dans le cadre du projet selon les montants conformes à de saines pratiques commerciales		Disposition respectée
Section 7.11	L'emprunteur nomme le directeur du projet et tout le personnel clé du projet selon la procédure précisée dans l'accord du prêt et fait en sorte qu'il reste en poste tout au long de la période de mise en œuvre	Le directeur et le personnel clé du projet sont nommés	Disposition à respecter tout le long de la période de mise en œuvre
Section 8.02	L'UGP établit et tient un système approprié de gestion des informations, conformément aux prescriptions du guide pratique du FIDA pour le suivi-évaluation des projets		Disposition respectée, une application et un registre de contrats et de dépenses ont été mis en place
Section 8.03	L'UGP doit remettre au FIDA des rapports d'activité périodiques conformes en la forme et sur le fond aux exigences du FIDA	Le rapport d'activité semestrielle n'a pas été élaboré	Le rapport d'avancement des réalisations par composante doit être transmis au FIDA avant fin Septembre 2014
Section 9.01	L'UGP tient des comptes et des livres comptables distincts, conformément à des pratiques comptables appropriées.	Comptabilité non individualisée au niveau des inscriptions budgétaires (les crédits d'investissement et de fonctionnement sont inscrits dans des paragraphes séparés)	Disposition respectée pour les engagements, les paiements et l'archivage des dossiers,
Section 9.03	Remettre au FIDA dans les 6 mois suivant la fin de l'année fiscale, une copie certifiée conforme du rapport d'audit.	Avant juin 2014	une mission de l'IGF est en cours au niveau de l'UGP depuis le 21 mai 2014
Section 11.01	Le financement et les paiements au titre des frais de service du prêt sont exonérés de tout impôt, et les paiements au titre des frais de service du prêt sont faits nets de tout impôt.		Disposition respectée

Appendice 7: Gestion des savoirs, apprentissage et innovation

Apprentissage

▪ Formations

- Le programme va engager 22 modules de formation dans divers domaines (gestion des coopératives, formation en oléotechnie, profils variétaux, marketing, hygiène et santé des aliments, labellisation, qualité, irrigation, apiculture (production, confection de ruches et commercialisation), gestion des AUEA.
- En matière de sensibilisation, environ 450 séances ont été organisées au profit des bénéficiaires. Le programme va engager une convention avec des ONG locales pour l'alphabétisation fonctionnelle de 3'000 bénéficiaires dont 2'000 femmes. Le démarrage des cours d'alphabétisation fonctionnelle est prévu pour septembre 2014 pour une première tranche de 1'440 bénéficiaires (dont 960 femmes) en correspondance avec les prévisions et le calendrier d'alphabétisation.

Innovations/Capitalisation/Démultiplication

▪ Plans participatifs de développement des filières (PPDF) : Une innovation

- Avec les PPDF, le projet introduit une innovation majeure qui auront à terme des effets positifs au niveau institutionnel en terme de participation des petits producteurs (trices) pour la priorisation dans la planification de leurs activités.
- Pour la filière olive, le programme capitalise sur les résultats et les acquis des projets financés par MCA dans la région de Taza, dans le cadre du PMV-II.
- L'implication de la main d'œuvre féminine est une initiative innovatrice puisque c'est la première fois que les femmes rurales participent aux différentes phases des travaux liées à l'extension des plantations d'oliviers. Il est également innovant que l'UGP ait exigé que la main d'œuvre féminine soit payée au même tarif journalier que les hommes
- Le programme va engager également des voyages et visites (12) pour les agriculteurs/trices pour capitaliser sur des activités ayant déjà été réalisées dans d'autres régions et pour les mêmes filières aussi bien en amont qu'à l'aval.

▪ Alphabétisation fonctionnelle : Un exemple de capitalisation et de démultiplication

- Selon les données de la Délégation Provinciale de l'Education Nationale confirmées par les résultats de l'Enquête Rurale Participative, le taux d'analphabétisme au niveau de la zone d'action du projet est très élevé chez les deux sexes. Il approche ou dépasse 50% chez les hommes dans toutes les communes rurales de la zone du projet. Ce taux, dépasserait chez les femmes 70%.
- Le Programme s'inscrit donc, à la fois dans la politique du Gouvernement Marocain et dans celle du FIDA qui vise à lutter contre la pauvreté rurale dans les zones les plus défavorisées, et ce selon une approche participative basée sur la concertation et le partenariat dans les zones ciblées.
- Le Programme de l'Alphabétisation Fonctionnelle a pour objectif de transmettre à la population active analphabète opérant dans le secteur de l'agriculture, outre les connaissances minimales de lecture, d'écriture et de calcul, des connaissances techniques adaptées à leur travail en vue d'améliorer leur productivité et par conséquent la rentabilité de leurs activités économiques.
- Pour contribuer au développement de ces populations, le projet privilégie l'alphabétisation fonctionnelle des femmes pour les raisons suivantes :
 - ✓ Le taux des populations analphabètes est très élevé chez les femmes et les jeunes filles ;
 - ✓ Le développement d'activités spécifiques aux femmes et gérées par elles-mêmes nécessite une alphabétisation fonctionnelle afin de maîtriser les techniques de production, de gestion et de commercialisation ;
 - ✓ La stratégie du projet dans le domaine du développement des capacités d'organisation des femmes répond à celle formulée par le FIDA et le Gouvernement, compte tenu du très faible niveau d'organisation des femmes.
- A cet effet, un programme d'alphabétisation fonctionnelle est prévu dans le cadre des activités de renforcement des capacités locales. Ce programme sera réalisé à travers une convention à établir avec une ou des ONG spécialisées en la

matière.

- Le programme d'alphabétisation fonctionnelle (PAF) est destiné aux femmes ainsi qu'aux agriculteurs, éleveurs, fils et filles d'agriculteurs et d'éleveurs qui bénéficient des actions du projet ainsi qu'aux membres et responsables d'associations, de coopératives ou de groupements à caractère économique de la zone du projet. Le PAF ciblera un effectif de 3000 bénéficiaires, dont 2000 femmes.

- Le suivi de la mise en œuvre du programme est confié à un comité de suivi représenté par l'unité de gestion du projet et le DPA. A cet effet, la DPA de Taza recourt à conclure des partenariats contractuels avec des associations marocaines spécialisées dans les services de la mobilisation sociale, éducative, professionnelle ou communautaire, capables de mettre en œuvre ce Programme d'Alphabétisation Fonctionnelle.

- Le programme couvre les régions montagneuses du sud de la Province de Taza. Cette zone s'étend sur une superficie totale de 326 444 ha et une SAU de 93 636ha (dont 5 366 ha irrigués) et comprend 13 communes rurales (CR) et une municipalité, précisé dans le tableau ci-après :

Public cible	Total programme		Tranche 1		Tranche 2	
	Nombre bénéficiaires	Nombre groupes	Nombre bénéficiaires	Nombre groupes	Nombre bénéficiaires	Nombre groupes
Femmes	2000	100	960	48	1040	52
Hommes	1000	50	480	24	520	26
Total	3000	150	1440	72	1560	78

- Le programme concerne, en totalité, l'alphabétisation de 3'000 bénéficiaires dont 2'000 femmes rurales analphabètes dans toute la zone d'action du projet PDFAZMT-FIDA. La première tranche de réalisation objet du présent appel à manifestation concernera l'alphabétisation de 1'440 bénéficiaires dont 960 femmes rurales analphabètes dans toute la zone d'action du projet PDFAZMT-FIDA. Ce total sera réparti en groupes d'environ 20 participants (es). Cette première tranche est répartie en 3 lots de 24 classes chacun. Une deuxième tranche sera programmée par la suite.

- La formation vise à alphabétiser les bénéficiaires en arabe standard, sans que cela empêche l'alphabétiseur d'utiliser des passerelles linguistiques afin de faciliter aux bénéficiaires l'adhésion, la compréhension et la participation active.

- L'animation se fait obligatoirement suivant les orientations méthodologiques concertées avec la DPA et l'UGP.

- Dans une optique de pérennisation des acquis du PAF (expérience MCA, DEFR-MAPM) qui permettaient de capitaliser une expérience pilote et d'éviter une situation de rupture et une déperdition des acquis, l'opportunité de partenariat de complémentarité est considérablement souhaitable. Cette complémentarité et opportunité de pérennisation se base sur les arguments et points forts suivants :

- Dans le cadre du PAF, le programme MCA a bénéficié d'une assistance technique et d'une expertise nationale et internationale de haut niveau dans le domaine de l'alphabétisation,
- La conception de nombreux manuels d'alphabétisation (pour le compte du MAPM) au profit des apprenants, des alphabétiseurs, des superviseurs, des gestionnaires, des formateurs et des certificateurs. Ces supports ont été préparés et améliorés en deux, voire trois versions successives. La préparation de ces manuels a été basée à la fois sur l'approche andragogique, l'approche genre, la formation par apprentissage et la formation professionnelle. L'ensemble de ces approches constituent actuellement le cadrage des interventions du MAPM en milieu rural dans le cadre du PMV, pilier II. A noter dans ce sens, que ces manuels s'adaptent parfaitement avec les objectifs et l'approche adoptée dans le cadre de l'action d'alphabétisation fonctionnelle **du Programme FIDA de développement des filières agricoles dans les zones montagneuses de la province de Taza (PDFAZMT)**,
- Une série de supports écrits et audiovisuels ont été également conçu et diffusés par des prestataires spécialisés dans la communication en collaboration avec les services du MAPM,
- Le PAF MCA a connu une réalisation intensive de formation des alphabétiseurs, des superviseurs, des gestionnaires, des formateurs et des certificateurs. Pour le secteur de l'agriculture, cette formation a permis aux personnes ressources mobilisées d'acquérir une compétence réelle,
- Le PAF, à partir de la deuxième promotion, a été ouvert aux associations concernées par le développement rural. Après un démarrage timide, ces associations ont manifesté un intérêt de plus en plus important qui a atteint 54% de participation à la réalisation du PAF. Ces ONG ont largement bénéficié de la formation de leurs membres et la qualité de leur prestation a été nettement améliorée,
- La contribution de la DEFR, des DRA, des DPA, des ORMVA, des CT et CMV s'est avérée très positive notamment dans la conception des supports d'alphabétisation, dans la formation des formateurs d'alphabétisation et dans la constitution des groupes de bénéficiaires. Ceci est à lier à la longue expérience du personnel des services extérieurs du MAPM en vulgarisation agricole, formation professionnelle, approches participatives, approche genre, etc.

- La procédure de mise en œuvre du programme d'alphabétisation dans le cadre du projet PDFZMT et les spécifications de la convention avec les ONG sont finalisés. Conscient de l'importance de cette opportunité de partenariat et de complémentarité, le programme alphabétisation fonctionnelle du PDFZMT sur financement FIDA, œuvre pour mettre en œuvre ces passerelles de convergence pour parvenir aux objectifs escomptés avec plus d'efficacité et d'efficience.

Appendice 8: Degré de mise en œuvre des recommandations de la mission de supervision FIDA de décembre 2013

Mesures convenues	Degré de mise en œuvre
Composante appui au développement de filières agricoles	
<u>Sous-composante filière olivier</u> 1. Reprendre le PPDF pour préciser les coordonnées et les superficies des périmètres d'extension et de réhabilitation (élimination des exclusions), et pour assurer l'adéquation entre les maillons de la chaîne de valeurs (production, transformation, valorisation, marketing), 2. Déterminer les superficies à planter effectivement dans les périmètres de PMH et ajouter le reliquat des superficies dans le pluvial 3. Convaincre les agriculteurs sur l'utilité agronomique et environnementale des ouvrages de CES, et à la limite, réduire les dimensions de CES pour maximiser le sol à cultiver par l'agriculteur 4. Préciser les superficies réellement occupées en plantations d'oliviers à réhabiliter et choisir les espaces de fortes densités et de concentration des plantations 5. Lancer la mise en œuvre des marchés des formations techniques prévues pour préparer le personnel de la DPA, les agriculteurs (trices) et les jeunes ruraux (hommes et femmes) avant certaines réalisations 6. PMH: rattraper le retard dans l'exécution des travaux en réalisant les quantités prévues en 2013 en plus de celles prévues pour 2014 7. Etablir la convention avec l'ANARBOM pour la création des 3 groupements antennes de l'association (2 prévus à fin 2013 et le dernier en 2014). 8. Etablir la convention avec la DREFLCD pour entamer les actions de protection des terres et des infrastructures	Pris en considération- Réalisation prévue avant fin septembre 2014 Des démonstrations ont été réalisées pour les périmètres qui sont en cours de travaux. Action se fera au fur et à mesure de l'avancement des marchés de plantation (septembre) Initié et sera résolu avant fin septembre Formation engagée, lancement prévu en Juin 2014 Les Appels d'offre sont prévus en synchronisation avec l'achèvement des études (Juillet 2014) Les contacts avec les partenaires et l'élaboration de la convention en cours prévu le mois de décembre 2014
<u>Sous-composante filière amandier</u> 1. Reprise du PPDF amandier pour identifier au plus vite des superficies potentiellement réalisables en extension et traduire les superficies restantes en extension et réhabilitation oliviers; iii) rechercher des sites de moindre risque de gelées pour les extensions en pluvial 2. Les superficies d'extension d'amandier prévues étant au-delà des possibilités de la zone du programme, étudier la possibilité de convertir les superficies d'extension d'amandier en surplus en extension de l'olivier (voir recommandation filière Olivier) 3. Etudier également la possibilité de convertir les superficies de réhabilitation d'amandier surestimée par le programme (746 ha) en réhabilitation d'olivier. à conduire sur 2 ans pour résorber la différence entre prix de réhabilitation des marchés et prix prévus par le programme	Validation finale prévue avant fin Juin 2014 Pris en considération la validation finale est prévue avant fin septembre 2014 En cours d'étude et des prospections de terrain ont été établies les premiers résultats sont prévus avant la fin de l'exercice
<u>Sous-composante filière viandes rouges ovine et caprine</u> 1. Exiger du BE concerné la reprise et la finalisation du PPDF sur la base des observations formulées et ce à travers la mobilisation de toute l'équipe prévue par le marché, sinon lui envoyer une mise en demeure 2. Mobiliser le zootechnicien de l'AT à travers un plan de travail et des résultats préétablis à atteindre pour accompagner l'élaboration du PPDF, son appropriation et par la suite, pour assurer sa mise en œuvre 3. Prévoir les crédits nécessaires pour l'engagement des conventions de partenariat avec l'ANOC dès le début de 2014 4. Activer la réalisation des études de PMH en relation avec la filière.	Pris en considération - la validation finale est prévue avant fin juin 2014 Fait Fait Fait
<u>Sous-composante filière apicole</u> 1. Exiger au BE concerné la reprise et la finalisation du PPDF sur la base des observations formulées et ce à travers la mobilisation de toute l'équipe prévue par le marché, sinon lui adresser une mise en demeure 2. Mobiliser le zootechnicien de l'AT à travers un plan de travail et des résultats préétablis à atteindre pour accompagner l'élaboration du PPDF apicole, son appropriation et par la suite pour assurer sa mise en œuvre 3. Inscrire la distribution des ruches dans le cadre des projets de développement de la filière au bénéfice des groupements identifiés et ce dans le cadre d'une convention de partenariat intégrant toutes les activités de la filière miel.	Pris en considération - la validation finale est prévue avant fin septembre 2014 Fait L'élément a été pris en considération et la validation finale est prévue fin septembre 2014
<u>Pistes</u> 1. Etablir les DAO et lancer les appels d'offres relatifs aux études de pistes et programmer la réalisation des 20 km de pistes prévus par le programme pour les 2 filières olivier et amandier (5 km de 2013 et 5 km en 2014 pour chacune des 2 filières)	Fait
<u>Alimentation en eau potable</u> 1. Assurer une coordination avec l'ONEE pour i) travailler là où il ne va pas intervenir à court et	Contact établie avec le partenaire convention

Mesures convenues	Degré de mise en œuvre
moyen termes; ii) obtenir l'autorisation de réaliser des piquages sur ses conduites et alimenter les douars qui ne disposent pas de ressources locales.	prévue avant fin septembre 2014
2. Impliquer les populations et responsabiliser les associations communautaires sur la gestion et, en cas d'absence de ces organisations, créer des comités spécialement pour la gestion de ces systèmes d'AEP.	Prévue durant le lancement des études Septembre 2014
3. Eviter l'aménagement de sources présentant des conflits entre les ayants droit.	Fait
Composante appui au développement du financement rural de proximité et promotion des AGR et de la PMER <u>S/C 1: Financement rural de proximité</u>	
1. Regrouper les deux études dans le même AO afin de faire la corrélation entre « produits » et « besoins »;	Fait
2. Organiser une rencontre avec les AMC actives dans la province pour expliquer les objectifs du programme et les sensibiliser sur le partenariat (à travers l'AO) que le programme compte mettre en place	Fait
3. Concrétiser le partenariat avec la SFDA dans les meilleurs délais (avant mars 2014).	Prévue avant fin décembre 2014
<u>S/C 2: Appui aux AGR et PMER</u>	
1. L'étude, à réaliser début 2014, devra mettre plus l'accent sur l'étude de marché (marketing et commercialisation)	Pris en considération - lancement d'AO est prévu en Juillet 2014
2. Mobiliser le spécialiste en finance rurale et promotion des AGR et PMER afin qu'il participe à la validation des PPDF et des fiches de projets (faisabilité) et pour le lancement des premières AGR	Fait
Composante renforcement des capacités et appui institutionnel	
1. Donner un délai ferme aux prestataires pour améliorer les PPDF et les situer dans une vision stratégique et pratique de développement des filières dans la zone	Fait
2. Les conventions doivent être élaborées et présentées à l'UGP pour validation comme prévu par le CPS. Ces conventions peuvent être signées lors de l'atelier de validation des PPDF	Fait
3. Les prestataires doivent remettre une base de données SIG/ filière (voir CPS)	En cours - prévu en Juillet 2014
4. Travailler sur le renforcement de l'adhésion des bénéficiaires aux OPA et sur l'intégration des femmes	Fait
5. Accélérer l'identification d'une ou deux ONG pour lancer les activités d'alphabétisation afin de préparer les groupes d'intérêt pour les PMER et les AGR	En cours - prévu Septembre 2014
6. Orienter les formations vers les aspects pratiques	Fait
7. Demander aux prestataires formation les supports pédagogiques et les programmes pour validation avant la réalisation des formations	En cours - prévu en juillet 2014
8. Faire bénéficier des formations les conseillers agricoles étant donné le faible nombre du personnel de la DPA et ce afin d'optimiser ces formations.	En cours - prévu en juillet 2014
9. Accorder la priorité à la formation sur le genre et le ciblage	Fait
Suivi-évaluation	
1. L'application information de SE doit être simplifiée pour faciliter son opérationnalisation et prévoir des tableaux pour le suivi annuel	Fait
2. Les outils de collecte des effets doivent être élaborés et un atelier doit être organisé par l'agro économiste de l'UGP pour leur présentation aux différents spécialistes et techniciens	Fait
3. Les indicateurs de 1er et 2ème niveau doivent être introduits dans la matrice SYGRI à la fin de l'année et préparer le rapport SYGRI avant mars de chaque année	Fait
4. Calculer le nombre de bénéficiaires et le reporter sur la matrice	Fait
5. Inviter le prestataire de l'étude de référence à réaliser l'enquête sans délai, sinon prendre les mesures nécessaires	En cours prévu avant fin Juillet
Aspects financiers	
1. Assurer le suivi régulier de l'engagement des marchés à travers la tenue à jour et le suivi du plan de passation des marchés	Fait
2. Procéder à la préparation des DAO de l'année 2014 et à leur transmission au FIDA pour non objection pour pouvoir procéder au lancement des appels d'offres dès le début de 2014	Fait
3. Assurer le suivi rapproché des prestataires de services du programme	Fait
4. Transmettre régulièrement les relevés de dépenses et assurer leur suivi auprès de la DB	Fait
5. Regrouper l'ensemble des crédits du programme (investissement et fonctionnement dans le même paragraphe)	Non réalisé, recommandation réitérée
Ciblage L'UGP doit doubler d'effort pour intégrer les femmes dans les filières retenues par le programme	Fait
Partenariat Accélérer la concrétisation des partenariats, notamment ceux stratégiques pour la mise en œuvre des activités du programme	En cours

Appendice 9 : Termes de référence de l'Ingénieur en Agro-industrie et Marketing

Lieu: UGP/DPA de Taza

Tâches: Sous la supervision du chef de l'UGP et en collaboration avec les ingénieurs et les techniciens des Services de la DPA, l'Ingénieur en Agro-industrie et Marketing aura les responsabilités suivantes:

- Assurer la bonne exécution de toutes les activités d'appui à la transformation et à la commercialisation des produits agricoles dans le cadre de la mise en œuvre du programme PDFAZMT. A cet effet, ses tâches principales consisteront à:
 - Animer des sessions d'information à l'UGP sur les aspects relatifs aux technologies de transformation et de valorisation des produits alimentaires et agricoles, les bonnes pratiques de fabrication et d'hygiène, certification/labellisation, à la commercialisation et marketing ;
 - Participer à la sensibilisation des petits agriculteurs et les bénéficiaires des petits projets de valorisation des produits des filières olive, amandier, viande rouge ovine et caprine et miel à se regrouper en coopératives ou groupements selon les exigences de chacune des composantes du programme;
 - Participer à l'information, l'animation, la sensibilisation et l'organisation des populations cibles en vue de leur faire connaître les objectifs du programme, l'approche et les méthodes de travail envisagées, les rôles respectifs des différents opérateurs, et le type d'engagement mutuel à prendre;
 - Identifier les technologies de transformation et de stockage adaptées au contexte et aux capacités des opérateurs locaux;
 - Analyser les demandes d'appui en matière de transformation/stockage /commercialisation des produits;
 - Identifier les besoins en équipements et matériel de transformation/conditionnement et les fournisseurs;
 - Préparer les termes de référence, les dossiers de consultation et les cahiers de charges pour les études et les commandes d'équipements et matériel de transformation / conservation des produits alimentaires et agricoles ;
 - Assister SMOP et l'UGP pour l'élaboration des contrats de prestation de services et les protocoles de collaboration à passer avec les opérateurs privés et publics pour les activités en relation avec la transformation et la commercialisation des produits alimentaires;
 - Mobiliser les acteurs dans la gestion des opérations de mise en œuvre des interventions des prestataires/partenaires et dans le développement des filières concernées par le PDFAZMT;
 - Contribuer à l'organisation des formations des bénéficiaires en gestion et à l'utilisation des équipements et des technologies de transformation appropriés;
 - Faciliter la mise en relation entre les acteurs des filières concernées;
 - Appuyer les dispositifs d'informations sur le marché existant sur la base d'une analyse diagnostic de leurs contraintes et atouts;
 - Faciliter la mise en place des infrastructures marchandes (infrastructures de transformation, de stockage et de conditionnement);
 - Accompagner les unités de transformation et de valorisation dans le domaine de la mise en place des bonnes pratiques de fabrication, d'hygiène, de labellisation et de certification ;
 - Participer à l'élaboration des programmes de travail annuels et des budgets prévisionnels;
 - Participer à la rédaction des rapports d'activités du programme;

- Travailler en étroite collaboration avec le responsable du Suivi et Evaluation pour la mise en place et le fonctionnement d'un système de Suivi et d'Evaluation en lien direct avec le volet transformation, commercialisation; labellisation, certification et marketing ;
- Rédiger les documents techniques sur les actions entreprises et assurer la diffusion et la capitalisation des résultats acquis. Collaborer et participer aux missions techniques d'appui des consultants internes et externes, aux missions de supervision et de revue à mi-parcours du bailleur;
- Collaborer à la réalisation de toute autre tâche jugée utile dans son domaine de compétence.

Profil exigé

- Etre de nationalité Marocaine;
- **Diplôme** : Niveau BAC + 5 : diplôme d'Ingénieur en industrie agro-alimentaire) ou tout autre diplôme équivalent.
- **Expérience** :
Avoir, dans le domaine de l'Agro-industrie:
 - Une expérience de plus de 5 ans
 - Une expérience en commercialisation est souhaitable.
- **Capacités techniques** :
 - Avoir de solides connaissances en maîtrise des procédés de transformation, de conservation, de conditionnement des produits alimentaires et agricoles et équipements afférents, en analyse des potentialités de marchés des produits agro-alimentaires et de la chaîne des valeurs depuis l'achat des matières premières jusqu'à la commercialisation.
 - Avoir de bonnes connaissances sur les normes de la réglementation alimentaire et sur les approches de la mise en place des systèmes de la gestion de la sécurité sanitaire des produits alimentaires
- **Capacités personnelles** :
 - Disposer d'une bonne capacité de communication; avoir une capacité d'analyse et de synthèse, de supervision, le sens de l'organisation, une aptitude à travailler en équipe et sous pression et une bonne condition physique permettant de participer à des missions sur terrain.
 - Ayant des potentialités d'initiatives.
- **Connaissance linguistique et information** : Maîtriser les outils informatiques et les langues arabe et française. La connaissance de la langue Amazighe locale est un atout.

Durée de la fonction

Contrat d'un (1) an renouvelable pendant la durée du PDFAZMT et après évaluation satisfaisante.

Lieu d'affectation

Le poste sera basé à TAZA.

NB : Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

Appendice 9: Liste des personnes rencontrées et programme de la mission

Nom et prénom	Fonction
Mr Abdelali SAMTI	Gouverneur de la province de Taza
Mr Said LAITH	Directeur Régional de l'Agriculture-Région Taza-Al Hoceima-Taounate
Mr Abdelhafid GARMAL	Directeur Provincial de l'Agriculture de Taza
Mr Khalid LAGHMAM	Directeur-Adjoint du PDFAZMT
Mr Mohamed BOUDAZ	Comptable de l'UGP
Mr Karim BENJILALI	Chef du SVA à la DPA-Taza
Mr Mustapha ACHOUGHAM	Chargé du SMOP à la DPA-Taza
Mr Nacer NEJJARI	Technicien au SMOP, DPA-Taza
Mr Mohamed DANIANE	Spécialiste Horticole de l'UGP
Mr Karim REDOUANE	Sociologue et spécialiste genre et développement
Mme Naima ERRAMLI	Vulgarisatrice
Mlle Amina LEMLAM	Vulgarisatrice
Mr Saad TATE	Agroéconomiste chargé du Suivi-évaluation
Mr Boujemaa BOURASSE	Zootechnicien l'UGP
Mr Salah LAHMADI	Spécialiste AGR, PMER et financement rural
Mr Mohamed BENJALAL	Ingénieur GR de l'UGP
Mr Abdellatif NEJJAR	Représentant SFDA à Taza
Mme Asmae KARMOUNI	Représentante Direction Provincial de l'Équipement, Logistique et Transport Taza
Wadie KERKER	Représentant ANOC Taza

Programme des visites de terrain

Jour	Programme de visites des réalisations du PDFAZMT	Equipes
Jeudi 22-05-2014	Plantation olivier, PMH, AEP & OPA 10h00 visite périmètre d'extension olivier Msassa 11h00 visite du périmètre de PMH, AEP, Piste Zidi Zakri 12h30 Pause déjeuner sur les lieux 16h00 visite du périmètre Boumlal de réhabilitation olivier	Equipe 1 : Spécialistes matières
	10h00 Visite du GIE Apicole Smiàa - Opération de distribution des ruches 15h00 Visite de la coopérative Kawane (femme, OPA, AGR)	Equipe 2 : Spécialistes FIDA - Bouras - Karim - Salah - Amina - Naima
Vendredi 23-05-2014	9h00 Travaux d'entretien périmètre Ain Lahjel : - Participation de la main d'œuvre féminine	Equipe 1 : Spécialiste genre- Karim- Naima-Amina-Salah
	8h00 Départ vers Bouyablane 9h30 Visites (PMH, pistes, AEP et PE)	Equipe 2 : Spécialiste aménagement - Ibn jalal - Talbez
	9h00 Départ vers Ain Lahjel : Visite du périmètre: - Travaux de plantation d'olivier/CES 11h00 Visite du périmètre Manchef proposé pour l'extension amandier	Equipe 3 : Spécialiste horticulture - Daniane - Hamid- yassir